

A satellite night map of Europe, showing the continent's outline and the dense network of city lights in yellow and orange against the dark blue background of the night sky.

TV

tremplin le mag

N°41 - NOVEMBRE 2024

The logo for 'Les Tremplins' features a stylized graphic of three white, curved lines of increasing height, resembling a staircase or a series of steps.

LES
TREMPLINS

STAGES INTENSIFS TREMPLIN

Travaillez et consolidez vos connaissances en questions contemporaines, histoire et en anglais grâce au livret, à la masterclass, aux cours, exercices, ateliers d'écriture, etc.

Stage de la Toussaint*

Stage de Noël*

Stage de Février**



 **En distanciel, en visioconférence.**

 **En présentiel dans les villes des 7 Sciences Po du réseau ScPo :**
Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse.

Retrouvez toutes les informations sur le site internet Tremplin IEP

Les places sont limitées, réservez la votre dès maintenant !

* Les stages de la Toussaint et de Noël se déroulent exclusivement en distanciel et sont réservés uniquement aux élèves de Terminale.

** Le stage de février est ouvert aux élèves de Première (en distanciel) ainsi qu'aux élèves de Terminale (en distanciel et en présentiel).

 **S'inscrire**



Editorial

L'actualité internationale de ce mois de novembre 2024 est d'abord marquée par la large victoire électorale de Donald Trump qui lui permettra de devenir en janvier 2025 le 47^e président de l'histoire des États-Unis. Les sondages annonçaient une bataille serrée qui n'a finalement pas eu lieu, Trump l'emportant dans la totalité des *swing states* et raflant au passage le record de voix à une élection présidentielle pour un candidat républicain.

D'autres scrutins aux enjeux géopolitiques majeurs contribuent par ailleurs à redessiner les équilibres mondiaux. En Géorgie notamment, la victoire du parti pro-russe, le rêve géorgien, fait craindre une remise en cause du rapprochement avec l'Union européenne concrétisé notamment par l'octroi du statut de pays candidat en décembre 2023. Ce résultat est à l'image des fractures des sociétés des pays aspirants à l'intégration européenne, comme l'illustre par ailleurs la très courte victoire du oui lors du référendum bulgare destiné à inscrire dans la Constitution l'objectif de rejoindre l'Union européenne.

Dans le même temps, la Russie continue de profiter de ce climat de déstabilisation, en organisant à domicile le sommet des BRICS. La France tente de renouer des alliances en se réconciliant avec le Maroc. Et Israël poursuit son objectif de lutte contre le Hamas en éliminant Yahya Sinwar, chef politique et militaire du mouvement palestinien.

L'actualité nationale de ce mois de novembre 2024 est quant à elle consacrée à la question des inégalités et de la solidarité, en lien direct avec le thème au concours du réseau ScPo. Un premier article revient sur les débats en cours autour du budget de l'État avec un objectif affiché de lutte contre les déficits. Ces discussions sont l'occasion de mettre en exergue les tensions politiques et notamment la question de la représentativité en politique. Ils sont aussi l'occasion de revenir sur les inégalités et territoriales qui fracturent la France. Parmi les pistes envisagées pour réduire les déficits, figurent la mise à contribution des retraités ou la nécessité de repenser l'État providence.

Horizon Sciences Po est, enfin, l'occasion de mieux connaître deux nouvelles références citées dans la bibliographie de Questions contemporaines relative au corps. La première contribution vous propose de découvrir *Le corps féminin (XVIII^e-XIX^e) Le travail des apparences* de Philippe Perrot. Cet essai historique publié il y a une trentaine d'années nous permet de réfléchir à l'évolution de l'apparence et le sens qu'il donne aux corps féminins. Une dernière note prolonge la réflexion ; elle est consacrée à l'ouvrage de Camille Froidevaux-Metterie, *Un corps à soi*. Ce livre porte à la fois un regard sur l'histoire de la pensée féministe et une réflexion sur les conditions corporelles des femmes aujourd'hui.



UNE RÉALISATION LES TREMPLINS

Tremplin Le Mag est une revue d'actualité et de culture générale portant à la fois sur des enjeux militaires et des questions de société. A travers une approche synthétique, elle vise à permettre un suivi de l'actualité internationale et nationale, tout en ouvrant vers des articles parus dans la presse généraliste. Un troisième moment permet d'élargir la réflexion en abordant une actualité moins chaude.

VN PARTICIPATIONS
42 RUE DEYRIES
33800 BORDEAUX

TÉL : 05.33.49.01.80
contact@trempliniep.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Thierry CORDE

COMITÉ DE RÉDACTION
Florent VANDEPITTE

AUTEURS

M. Arnaud LE GARS - M. Vincent BIENSTMAN - Mme Gaëlle BRETENOUX-RANDRIANARISOA - M. Louis ROSSIGNOL

PHOTOS

Vue satellite. (Nasa) - Arc de triomphe. (Unplash) - Vue satellite. (Nasa) - Le fondateur de Rêve géorgien, Bidzina Ivanishvili, après l'annonce des premiers résultats des élections législatives qui donnent son parti vainqueur, samedi 26 octobre 2024 (Irakli Gedenidze/Reuters) - Maia Sandu, présidente moldave sortante, candidate à sa réélection, en meeting à Magdacesti, en Moldavie, le 17 octobre 2024 (Vadim Ghirda/AP) - Des hommes devant des affiches électorales de Boyko Borisov, ancien Premier ministre bulgare et leader du parti GERB de centre-droit, à Sofia, Bulgarie, le 22 octobre 2024 (Spasiyana Sergieva/Reuters) - Les partisans du président tunisien Kaïs Saïed lors de l'élection présidentielle à Tunis, en Tunisie, le 6 octobre 2024 (Zoubeir Souissi/Reuters) - Au lendemain de l'annonce de la mort de Yahya Sinwar, chef du Hamas, des Houtis manifestent au Yémen (Osamah Abdulrahman/AP) - Le sommet des BRICS à Kazan, le 23 octobre 2024 (Alexander Kazakov/Imago) - Le roi du Maroc Mohammed VI et le président français Emmanuel Macron lors de leur rencontre au palais royal de la capitale Rabat, le 28 octobre 2024 (Ludovic Marin/AFP) - Donald Trump revendique sa victoire au Palm Beach County Convention center à West Palm Beach le 6 novembre 2024 (Jim Watson/AFP) - Couverture de *Vers la guerre?* de Sébastien Lecornu - Couverture *Maison Blanche* de Jérôme Cartillier - Drapeaux français (Pxhere) - Michel Barnier lors des discussions à l'Assemblée (le Parisien) - Les députés lors d'un vote à l'Assemblée (la tribune) - Le Président Emmanuel Macron lors de sa visite au Maroc (TV5 monde) - Un bureau de vote à Montpellier lors des dernières élections législatives (France3 régions) - Une file d'attente de chômeurs à France Travail (le parisien) - Bernard Arnault, le français le plus riche et sa famille (la nouvelle république) - Un car de ramassage scolaire à la campagne (anateep) - L'entrée d'un établissement scolaire (media ouest france) - Une retraitée à son domicile (cdn) - La grande distribution, un des principaux secteurs d'emplois étudiants (gstatic) - Buste (Unplash) - Couverture Philippe Perrot, Le corps féminin (XVIIIe-XIXe) Le travail des apparences, 1991 - Couverture Camille Froidevaux-Metterie, Un corps à soi, 2021.

Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.



TREMLIN LE MAG

Revue d'actualité et de culture générale

ACTUALITÉ INTERNATIONALE..... 6

ACTUALITÉ NATIONALE..... 23
Inégalités et solidarité

HORIZON SCIENCES PO

- Philippe Perrot, *Le corps féminin (XVIIIe-XIXe) Le travail des apparences*, 1991. 39

- Camille Froidevaux-Metterie, *Un corps à soi*, 2021..... 41

L'année 2024 est marquée par un nombre record d'élections présidentielles et législatives dans de nombreuses démocraties, qu'elles soient pleinement consolidées, imparfaites ou hybrides. En cette fin d'année, des scrutins cruciaux aux enjeux géopolitiques majeurs ont eu lieu en Géorgie, Moldavie, Bulgarie, Tunisie et aux États-Unis. Quels résultats émergent de ces élections ? Quels sont les impacts géopolitiques potentiels de ces choix électoraux ?

1. Géorgie : vers la fin du rêve européen ?
2. La Moldavie en quête de son avenir européen
3. Bulgarie : vers un horizon politique toujours incertain
4. Tunisie : La dérive autoritaire de Kais Saïed ?
5. Proche Orient : Israël élimine Yahya Sinwar, chef du Hamas
6. Sommet des BRICS+, rhétorique d'un nouveau monde multipolaire
7. France-Maroc, la grande réconciliation
8. États-Unis, Trump élu 47ème président des États-Unis
9. Dans nos librairies ce mois-ci

Arnaud LE GARS



ALLER PLUS LOIN...

- ARTE, le dessous des cartes: Géorgie, résister à la pression russe ?
- IFRI: Pourquoi le gouvernement géorgien fait-il le choix de la Russie ?

Le fondateur de Rêve géorgien, Bidzina Ivanishvili, après l'annonce des premiers résultats des élections législatives qui donnent son parti vainqueur, samedi 26 octobre 2024

GÉORGIE : VERS LA FIN DU RÊVE EUROPÉEN ?

Les élections législatives en Géorgie ont marqué un tournant dans la vie politique de ce petit pays du Caucase. Le parti "Rêve géorgien", dirigé par le Premier ministre et soutenu par un homme d'affaires pro-russe, a remporté le scrutin avec plus de 54 % des voix, devançant la coalition pro-européenne qui a obtenu un peu plus de 37 %. Cependant, cette victoire s'accompagne de contestations virulentes. L'opposition, appuyée par la présidente Salomé Zourabichvili, refuse de reconnaître les résultats, dénonçant des irrégularités dans le déroulement du scrutin. Ce contexte tendu, à l'intersection des intérêts nationaux et internationaux, pourrait reconfigurer les alliances géopolitiques en Eurasie.

Le scrutin de 2024 n'est pas qu'une simple victoire électorale pour le parti au pouvoir. Il s'inscrit dans un paysage géorgien où les tensions politiques se sont intensifiées, exacerbées par des choix stratégiques qui divisent profondément la société. Depuis des années, la Géorgie oscille entre l'attraction de l'Union européenne, perçue comme un modèle de modernité et de démocratie, et les pressions historiques exercées par la Russie. Cette dualité s'est amplifiée depuis que la Géorgie a obtenu, en décembre 2023, le statut de pays candidat à l'Union européenne, un objectif longtemps convoité qui a suscité l'espoir d'un ancrage plus profond dans le camp européen.

Cependant, le parti "Rêve géorgien" incarne une vision différente. Soutenu par un homme d'affaires influent, souvent décrit comme favorable à un rapprochement avec la Russie, ce parti prône une politique de neutralité dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. Ce positionnement irrite l'opposition pro-européenne, qui voit dans ce scrutin une forme de trahison des aspirations européennes du peuple géorgien. Pour ses partisans, le "Rêve géorgien" représente une option pragmatique : préserver les liens économiques avec la Russie, un partenaire commercial majeur, tout en s'ouvrant prudemment à l'Europe. Mais pour ses opposants, ce choix s'apparente à un alignement dangereux avec Moscou, perçu comme une menace persistante pour la souveraineté de la Géorgie.

La contestation post-électorale, incarnée par la présidente Salomé Zourabichvili et la coalition pro-européenne, souligne la profondeur des fractures au sein de la société géorgienne. En dénonçant les irrégularités, l'opposition cherche non seulement à défendre la transparence démocratique, mais aussi à préserver l'orientation pro-européenne de la Géorgie, jugée essentielle pour l'avenir du pays. Les manifestations qui ont suivi les résultats montrent un mécontentement qui dépasse les questions de procédure électorale : elles expriment un conflit identitaire entre une Géorgie tournée vers l'Europe et une autre, soucieuse de conserver ses liens avec son grand voisin russe.

La victoire du "Rêve géorgien" a des répercussions bien au-delà des frontières de la Géorgie. En décembre 2023, en effet, Bruxelles avait accordé à la Géorgie le statut de pays candidat à l'adhésion à l'Union européenne, un processus long et exigeant qui nécessite un alignement des réformes politiques et économiques avec les standards européens. Ce statut, perçu comme un gage de reconnaissance et de confiance, représente un engagement fort de la part de l'Europe en faveur de l'intégration des États du Caucase dans sa sphère d'influence.

Or, les résultats de cette élection, combinés aux accusations d'irrégularités, ont jeté une ombre sur l'avenir de ce rapprochement. Certains responsables européens ont exprimé leur inquiétude face à l'orientation actuelle de la Géorgie, redoutant une dérive autoritaire et un affaiblissement des réformes démocratiques. La possibilité d'une suspension temporaire du processus d'adhésion est désormais évoquée, une mesure que Bruxelles pourrait envisager si les irrégularités alléguées sont confirmées. Cette mise en attente représenterait un signal fort adressé au gouvernement géorgien, soulignant que les valeurs de transparence et de démocratie sont des conditions sine qua non pour tout pays souhaitant adhérer à l'Union.

Pour l'Union européenne, la Géorgie occupe une position stratégique dans sa politique d'élargissement et de voisinage. Un affaiblissement de l'attrait européen en Géorgie pourrait entraîner une influence russe accrue dans cette région sensible, où Moscou cherche activement à consolider sa présence. De fait, l'Union européenne doit désormais jouer

un jeu d'équilibre complexe, en soutenant les aspirations pro-européennes d'une partie du peuple géorgien tout en respectant la souveraineté des processus électoraux.

Le choix politique de la Géorgie ne s'effectue pas en vase clos : il s'inscrit dans un contexte régional complexe où chaque mouvement est scruté et analysé par ses voisins, et plus particulièrement par l'Arménie. Traditionnellement proche de la Russie, l'Arménie traverse elle aussi une période de réajustement stratégique. Les relations arméno-russes se sont récemment refroidies, notamment en raison de l'incapacité de Moscou à soutenir efficacement l'Arménie face aux crises sécuritaires dans la région du Haut-Karabagh. Cette situation a poussé Erevan à envisager un rapprochement avec l'Europe, en quête de nouvelles alliances et de garanties de sécurité.

Ce chassé-croisé entre la Géorgie et l'Arménie souligne la complexité de la situation dans le Caucase du Sud, une région charnière entre l'Europe et l'Asie, convoitée à la fois par l'Union européenne et par la Russie. Alors que la Géorgie, historiquement attirée par l'Europe, semble se rapprocher de la Russie sous l'influence de son gouvernement actuel, l'Arménie, longtemps dans l'orbite de Moscou, envisage de renforcer ses liens avec l'Europe. Cette dynamique oppose deux trajectoires nationales qui reflètent les dilemmes géopolitiques de la région : comment choisir un allié sans aliéner l'autre ?

Dans ce contexte, chaque mouvement de rapprochement ou d'éloignement entre ces pays et leurs partenaires historiques devient une pièce dans un jeu d'échecs complexe. Pour la Géorgie, le risque est de voir ses ambitions européennes compromises par une politique perçue comme trop proche de la Russie. Pour l'Arménie, le défi consiste à obtenir le soutien de l'Europe sans rompre totalement avec Moscou, encore essentielle à sa sécurité.

Les élections géorgiennes de 2024 révèlent bien plus qu'une simple rivalité politique interne. Elles témoignent d'un pays à la croisée des chemins, tiraillé entre des aspirations européennes et des pressions russes. Le choix du "Rêve géorgien", favorable à un rapprochement avec la Russie, reflète les divisions internes, mais aussi les incertitudes géopolitiques de la région. Cette situation complexe montre à quel point le Caucase demeure un carrefour stratégique, où les grandes puissances comme l'Union européenne et la Russie exercent leur influence, en tentant de préserver leurs intérêts.

L'avenir de la Géorgie, et plus largement de l'ensemble du Caucase, dépendra de la capacité des dirigeants à naviguer entre les influences opposées et à répondre aux attentes de leurs populations. Entre l'Europe et la Russie, la Géorgie devra choisir une voie qui lui permettra de préserver sa souveraineté tout en renforçant sa stabilité. Quant à l'Union européenne, elle devra redoubler d'efforts pour convaincre les peuples de la région des avantages de son modèle, face à une Russie prête à consolider sa présence dans ce voisinage stratégique. ♦



ALLER PLUS LOIN...

👁 IRIS: Référendum pour l'adhésion de la Moldavie à l'UE, quelles implications en matière de défense ?

👁 Toute l'Europe.eu: Moldavie, la présidente pro-européenne Maia Sandu réélue, malgré la montée en puissance des pro-russes



Maia Sandu, présidente moldave sortante, candidate à sa réélection, en meeting à Magdacești, en Moldavie, le 17 octobre 2024.

LA MOLDAVIE EN QUÊTE DE SON AVENIR EUROPÉEN

Le 20 octobre 2024, la Moldavie a vécu une journée électorale déterminante pour son avenir, marquée par un double scrutin : un référendum constitutionnel portant sur l'inscription de l'adhésion à l'Union européenne dans la Constitution et un premier tour de l'élection présidentielle. Cette étape cruciale, suivie d'un second tour le 3 novembre, a révélé non seulement les aspirations, mais aussi les fractures de la société moldave.

Le référendum du 20 octobre avait pour but d'inscrire dans la Constitution moldave l'objectif de rejoindre l'Union européenne. Un enjeu de taille pour un pays situé aux portes de l'Europe et sous l'ombre persistante de l'influence russe. Le "oui" a remporté une victoire étroite avec 50,35 % des voix contre 49,65 % pour le "non". Cette différence, équivalente à environ 12 000 voix, a mis en exergue une nation profondément divisée quant à son orientation future. Le taux de participation, à 50,69 %, a franchi de justesse le seuil minimal requis, soulignant la complexité de mobiliser la population sur une question aussi polarisante. Le résultat du référendum reflète les lignes

de fracture au sein de la Moldavie. D'un côté, une partie de la population voit dans l'intégration européenne une voie vers la stabilité et la prospérité. De l'autre, des segments importants de la société restent attachés aux liens historiques, économiques et culturels avec la Russie. Cette division met en lumière les défis auxquels les dirigeants pro-européens doivent faire face pour rallier un soutien plus large autour du projet européen.

Le 20 octobre, parallèlement au référendum, s'est déroulé le premier tour de l'élection présidentielle. La présidente sortante, Maia Sandu, connue pour sa position pro-européenne, a pris la tête avec 42,49 % des voix. Cette avance l'a propulsée au second tour, tenu le 3 novembre, où elle a affronté Alexandr Stoianoglo, candidat perçu comme plus modéré et favorable à des relations équilibrées avec la Russie. Maia Sandu a été réélue avec 55,41 % des voix, contre 44,59 % pour Stoianoglo. Cette victoire conforte la trajectoire pro-européenne de la présidente et de son gouvernement. Le soutien massif de la diaspora moldave, qui représente un segment influent du corps

électoral, a été décisif dans la réélection de Sandu. La diaspora, largement en faveur d'une Moldavie ancrée dans l'Europe, a pesé dans la balance.

Les élections présidentielles et le référendum constitutionnel moldaves de 2024 se sont déroulés dans un contexte géopolitique complexe et tendu. En effet, la Moldavie, petit État post-soviétique, coïncé entre l'Ukraine et la Roumanie, fait face à des pressions intenses, tant internes qu'externes, qui influencent son parcours politique et économique. L'une des dynamiques clés de cette tension est l'influence exercée par la Russie, en grande partie via la région séparatiste de la Transnistrie.

La Transnistrie, un État dans l'État

La Transnistrie est une étroite bande de terre située à l'est de la Moldavie, le long de la frontière ukrainienne. Cette région s'est autoproclamée indépendante de la Moldavie au début des années 1990, à la suite de la dislocation de l'Union soviétique. Bien que cette indépendance ne soit reconnue par aucun État membre de l'ONU, elle bénéficie du soutien tacite et matériel de la Russie, qui y maintient une présence militaire sous la forme d'un contingent de "maintien de la paix". La Transnistrie constitue un levier important pour la Russie dans ses efforts pour influencer la politique intérieure moldave. Cette enclave pro-russe sert de point de pression et de déstabilisation potentielle, permettant à Moscou de rappeler constamment à Chisinau la fragilité de sa souveraineté. La présence militaire russe, officiellement justifiée par le maintien de la paix, garantit

à Moscou une carte maîtresse sur le plan militaire. Sur le plan économique, la Transnistrie maintient des liens étroits avec la Russie, contribuant à la dépendance énergétique de la Moldavie vis-à-vis de Gazprom et d'autres ressources contrôlées par Moscou. Enfin, elle joue également un rôle de premier plan dans les tentatives d'ingérence russe dans les affaires moldaves. Par le biais de campagnes de désinformation, de financements clandestins et d'autres méthodes de guerre hybride, la Russie tente de maintenir une influence durable sur la politique de la Moldavie et d'empêcher tout basculement définitif vers l'Ouest.

La réaction de l'occident

Les scrutins de 2024 ont été scrutés de près par les dirigeants européens et les institutions internationales. La victoire de Maia Sandu et l'adoption du référendum constitutionnel ont été perçues comme des revers pour la stratégie russe de maintien de la Moldavie dans sa sphère d'influence. Les félicitations d'Emmanuel Macron et d'Ursula von der Leyen ont réaffirmé l'engagement de l'Europe à soutenir la Moldavie sur sa voie de réformes et d'intégration. L'Union européenne a déjà intensifié son soutien à la Moldavie par le biais de programmes de financement et d'aide à la transition énergétique, réduisant la dépendance aux sources d'énergie russes. Des initiatives visant à renforcer la résilience institutionnelle et la capacité de la Moldavie à contrer la désinformation ont également été mises en place. Pour Bruxelles, soutenir la Moldavie, c'est envoyer un message fort aux autres pays de la région tentés de suivre le même chemin européen, comme la Géorgie ou même l'Ukraine post-conflit.

Si les scrutins de 2024 marquent un tournant en faveur de l'orientation pro-européenne, l'influence de la Russie via la Transnistrie et d'autres canaux reste un défi de taille. La situation appelle à une vigilance continue de la part des autorités moldaves et de leurs partenaires européens. Le succès de cette transition dépendra de la capacité du gouvernement de Maia Sandu à consolider le soutien national autour du projet européen tout en naviguant habilement dans le paysage géopolitique incertain de l'Europe de l'Est.

Cette lutte pour l'âme de la Moldavie, prise entre les ambitions européennes et la poigne persistante de la Russie, façonnera sans doute l'avenir de la région et servira de baromètre pour la capacité des pays post-soviétiques à tracer leur propre voie face aux pressions extérieures. ♦





ALLER PLUS LOIN...

🔗 Toute l'Europe.eu: Bulgarie, politique, relations avec l'UE, Histoire...

Des hommes devant des affiches électorales de Boyko Borisov, ancien Premier ministre bulgare et leader du parti GERB de centre-droit, à Sofia, Bulgarie, le 22 octobre 2024.

BULGARIE : VERS UN HORIZON POLITIQUE TOUJOURS INCERTAIN

Les élections législatives bulgares du 27 octobre 2024 ont marqué un nouveau tournant dans la vie politique du pays. Ce scrutin s'inscrit dans un contexte de turbulences politiques et d'incertitude prolongée et soulève des questions essentielles sur la stabilité du gouvernement et l'orientation géopolitique de la Bulgarie, un enjeu qui résonne à l'échelle européenne.

Le taux de participation, bien qu'en légère hausse par rapport au scrutin précédent, n'a atteint qu'environ 38 %. Ce chiffre, encore relativement bas, témoigne d'une fatigue électorale généralisée parmi la population bulgare, confrontée à sept élections en seulement trois ans et demi. Cette lassitude est symptomatique d'une perte de confiance dans la classe politique et dans sa capacité à répondre aux besoins des citoyens.

La faible mobilisation reflète également un manque d'enthousiasme pour les partis existants et un désenchantement vis-à-vis des processus démocratiques perçus comme inefficaces pour apporter des changements concrets.

L'ancien Premier ministre Boïko Borissov et son parti conservateur, le GERB, ont une fois de plus confirmé leur statut

de première force politique en Bulgarie, remportant environ 25 % des suffrages. Toutefois, cette victoire reste insuffisante pour garantir une majorité stable.

Les libéraux pro-européens de la coalition Continuons le Changement/Bulgarie Démocratique (CC/BD) ont recueilli entre 13 % et 15 % des voix, marquant ainsi leur influence persistante malgré une forte polarisation politique. De même, les nationalistes prorusses de Vazrajdané (Renaissance) se sont hissés au même niveau, avec un score similaire oscillant entre 13 % et 15 %. Cette percée confirme l'attrait que conservent des forces politiques aux discours anti-européens et favorables à la Russie.

Le nouveau Parlement, qui comptera potentiellement entre sept et neuf partis, s'annonce une fois de plus très fragmenté. Une telle configuration rend la formation d'une coalition gouvernementale robuste quasiment impossible, perpétuant l'impasse politique dans laquelle la Bulgarie est plongée depuis plusieurs années. Malgré sa première place, le parti GERB n'a pas atteint la majorité absolue nécessaire pour diriger seul. Cette situation fait de Boïko Borissov, vétéran de la politique bulgare, un acteur central des discussions, mais sans

garantie de succès dans la formation d'une coalition stable.

Cette fragmentation parlementaire reflète non seulement des divisions idéologiques profondes, mais aussi un sentiment généralisé de méfiance envers les institutions politiques. Elle complique la mise en place des réformes indispensables pour contrer les défis économiques et sociaux auxquels le pays est confronté. L'économie bulgare est au cœur des préoccupations des électeurs, avec une inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat et des réformes structurelles en attente. Les incertitudes politiques successives ont retardé les mesures nécessaires pour stabiliser l'économie et renforcer le système social du pays.

Sur le plan géopolitique, la Bulgarie reste à la croisée des chemins entre l'Union européenne et la Russie. Alors que le GERB et les libéraux pro-européens prônent un alignement fort avec Bruxelles, les nationalistes de Vazrajane s'opposent fermement à cette ligne et cherchent à renforcer les liens avec

Moscou. Cette divergence alimente un climat de division et de débat intense quant à l'avenir du pays au sein de l'Europe.

Les résultats des élections du 27 octobre 2024 ont confirmé la persistance des défis politiques en Bulgarie. Avec un Parlement fragmenté et l'absence de majorité claire, la tâche de former un gouvernement fonctionnel s'annonce ardue. Le pays est à la croisée des chemins, pris entre des priorités économiques pressantes, des attentes sociales élevées et une orientation géopolitique qui demeure un point de discord majeur.

Dans un contexte européen marqué par des tensions et des repositionnements stratégiques, la stabilité politique de la Bulgarie n'est pas seulement une affaire intérieure, mais revêt une importance stratégique pour l'Union européenne tout entière. L'incertitude persiste quant à la capacité des leaders politiques à surmonter les divisions et à offrir une gouvernance qui répond aux aspirations de la population, tant sur le plan économique que géopolitique. ♦



TUNISIE : LA DÉRIVE AUTORITAIRE DE KAÏS SAÏED ?

L'élection présidentielle tunisienne du 6 octobre 2024 a marqué un tournant inédit dans l'histoire politique récente du pays. Le président sortant, Kaïs Saïed, a remporté un second mandat avec un résultat impressionnant de 90,7% des voix, laissant loin derrière ses adversaires. Ayachi Zammel a recueilli 7,35% des suffrages, tandis que Zouhair Maghzaoui n'a pu atteindre que 1,97%. Malgré ce score sans appel, le scrutin a été terni par une participation historiquement faible. Seuls 28,8% des 9,7 millions d'électeurs inscrits se sont rendus aux urnes, ce qui représente le taux de participation le plus bas jamais enregistré pour une présidentielle depuis la révolution de 2011. Ce chiffre souligne un désintérêt croissant de la population envers le processus électoral, une tendance exacerbée par le faible engouement des jeunes : à peine 6% des 18-35 ans ont voté, un signe alarmant pour la démocratie tunisienne.

Le climat entourant l'élection présidentielle de 2024 a jeté une ombre sur le processus démocratique tunisien, renforçant les inquiétudes quant à une dérive autoritaire sous la présidence de Kaïs Saïed. Sur les 17 candidats initiaux, seuls deux ont pu se présenter face au président sortant, après une

sélection jugée draconienne. Cette situation a été largement critiquée en raison des exigences particulièrement élevées en matière de parrainages, qui ont découragé bon nombre de prétendants à la course.

Plus préoccupant encore, l'emprisonnement de candidats potentiels et l'éviction de rivaux sérieux ont soulevé des doutes sur l'équité et l'intégrité du scrutin. Ces actions ont été interprétées par des analystes et des observateurs comme des signaux inquiétants d'un durcissement du régime, visant à éliminer toute opposition crédible et à assurer une mainmise quasi-totale sur le pouvoir.

Le processus électoral, tel qu'il s'est déroulé, a également mis en lumière un recul des pratiques démocratiques. Les réformes initiées par Saïed, telles que la modification de la Constitution et la concentration des pouvoirs entre ses mains, ont affaibli les contre-pouvoirs institutionnels, réduisant la capacité de contrôle du Parlement et de l'appareil judiciaire. Ce déséquilibre suscite la crainte que le président n'utilise pas sa réélection écrasante comme un mandat pour accroître son

autorité de manière unilatérale, au détriment des principes démocratiques qui ont émergé après la révolution de 2011.

Pour de nombreux observateurs, cette élection pourrait marquer un tournant vers une centralisation du pouvoir en Tunisie, ravivant les craintes d'un retour à des pratiques autoritaires. L'absence de transparence dans le processus électoral et les restrictions imposées à la compétition politique accentuent le risque de voir le pays s'éloigner des idéaux démocratiques pour lesquels il s'est battu, il y a plus d'une décennie.

L'annonce des résultats a déclenché des scènes de liesse parmi les partisans de Kaïs Saïed, qui ont envahi les rues de Tunis pour célébrer cette victoire écrasante. Cependant,

l'opposition et plusieurs ONG ont vivement dénoncé un scrutin qu'elles jugent « faussé » et porteur d'une légitimité entachée. L'Union européenne a, quant à elle, « pris note » des critiques sur l'intégrité du processus, ajoutant à la perception d'un scrutin controversé.

La victoire de Kaïs Saïed avec un score aussi spectaculaire reflète une consolidation de son pouvoir. Toutefois, la faible participation et les critiques sur la transparence du processus posent la question de la véritable portée de ce succès. Le faible engouement des jeunes et le scepticisme général risquent d'alimenter un débat plus large sur l'avenir démocratique de la Tunisie et la capacité des dirigeants à rallier un soutien populaire authentique. ♦



ALLER PLUS LOIN...

🔊 FRANCE CULTURE podcast: Élections en Tunisie, la dérive autoritaire de Kaïs Saïeb



Au lendemain de l'annonce de la mort de Yahya Sinwar, chef du Hamas, des Houtis manifestent au Yémen



ALLER PLUS LOIN...

[FRANCE CULTURE](#): La mort de Yahya Sinwar, chef du Hamas, un tournant dans la guerre à Gaza ?

PROCHE ORIENT : ISRAËL ÉLIMINE YAHYA SINWAR, CHEF DU HAMAS

Le 16 octobre 2024, Yahya Sinwar, chef politique et militaire du Hamas, a été tué lors d'une opération militaire israélienne à Tal as Sultan, dans le sud de la bande de Gaza. Cette élimination marque un tournant dans la guerre persistante entre Israël et le Hamas, et fait suite à une année de traque intensive après les attaques sanglantes du 7 octobre 2023, qui avaient fait de Sinwar l'ennemi public numéro un en Israël. Sinwar a été abattu lors d'une rencontre fortuite avec une patrouille israélienne à Rafah. Cette opération n'avait pas été spécialement planifiée pour le cibler, mais l'occasion s'est présentée lorsque des soldats israéliens ont repéré trois hommes se déplaçant de maison en maison. Rapidement, ils ont pris ces individus pour cible. Isolé dans un bâtiment, Sinwar a été localisé par un drone qui a détecté sa présence au deuxième étage. Une vidéo diffusée par l'armée israélienne montre Sinwar dans ses derniers instants, assis dans un fauteuil, blessé à la main, tentant désespérément de repousser le drone avec un bâton.

Il a été tué par un tir à la tête. Son corps a été retrouvé vêtu d'un treillis militaire, coiffé d'un keffieh, et portait des armes. L'identification formelle du cadavre a été confirmée grâce à des tests ADN, des examens dentaires et des empreintes digitales. L'armée israélienne a officiellement annoncé sa mort le 17 octobre 2024, en fin de journée.

La mort de Yahya Sinwar survient dans un contexte de tensions exacerbées entre Israël et le Hamas, un conflit marqué par des cycles de violences, d'opérations militaires et de répliques dévastatrices. Le 7 octobre 2023, Sinwar avait

orchestré une série d'attaques d'une ampleur sans précédent contre Israël, marquées par des incursions armées et des tirs de roquettes massifs qui avaient causé la mort de centaines de civils et militaires israéliens. Ces attaques avaient ébranlé la société israélienne et provoqué une réaction militaire féroce, axée sur la traque et l'élimination des leaders du Hamas, dont Sinwar était la figure la plus recherchée.

Depuis ces événements, Sinwar avait échappé aux recherches intensives, les services de renseignement pensant qu'il se cachait dans les tunnels souterrains complexes de Gaza, parfois en compagnie d'otages.

Yahya Sinwar, né à Khan Younès, avait gravi les échelons au sein du Hamas, mouvement islamiste fondé en 1987 et désigné comme organisation terroriste par plusieurs pays, dont Israël, les États-Unis et l'Union européenne. Le Hamas a pour objectif affiché la résistance armée contre Israël et la libération de la Palestine, et contrôle la bande de Gaza depuis 2007.

Sinwar s'était distingué par sa brutalité et son leadership militaire et politique. En tant que chef, il avait consolidé l'appareil sécuritaire et renforcé les capacités militaires de l'organisation, tout en orchestrant des opérations de grande envergure. Sa mort, bien qu'elle constitue un coup dur pour le Hamas, risque aussi de renforcer son statut de martyr, ce qui pourrait galvaniser ses partisans et engendrer une nouvelle vague de violences.

La disparition de Sinwar suscite diverses réactions dans la région. Pour Israël, son élimination est une victoire symbolique et stratégique. Cependant, des analystes mettent en garde contre un potentiel regain de violence. Le Hamas, déjà en lutte contre Israël sur plusieurs fronts, pourrait exploiter la mort de son chef pour mobiliser davantage ses combattants et stimuler la résistance parmi la population de Gaza.

Alors que l'avenir de la région reste incertain, l'élimination de Yahya Sinwar ajoute un chapitre supplémentaire au cycle complexe de violence qui continue de marquer le Proche-Orient.

Qu'est-ce que le Hamas ?

Le Hamas, acronyme de *Harakat al-Muqawamah al-Islamiyya* (Mouvement de résistance islamique), est un mouvement politique et militaire palestinien fondé en 1987 lors de la première Intifada, un soulèvement contre l'occupation israélienne. Né de l'inspiration des Frères musulmans, le Hamas a été créé pour offrir une alternative islamiste au mouvement nationaliste laïc représenté par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Depuis sa fondation, le Hamas combine une aile politique qui participe à la gouvernance et à une branche armée, les Brigades Izz al-Din al-Qassam, chargée des opérations militaires.

L'objectif principal du Hamas est la création d'un État palestinien islamique en lieu et place d'Israël. La charte originelle de l'organisation, publiée en 1988, exprimait une idéologie radicale prônant la lutte armée contre Israël et rejetant toute négociation ou reconnaissance de l'État israélien. Cependant, au fil des années, le Hamas a adopté des positions plus nuancées dans certaines déclarations publiques, notamment en 2017, lorsqu'une version révisée de sa charte a laissé entendre une acceptation d'une solution fondée sur les frontières de 1967, sans reconnaître formellement Israël.

En 2006, le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes, provoquant une rupture avec le Fatah, mouvement rival dirigé par Mahmoud Abbas. Cette victoire électorale a conduit à des affrontements violents entre les deux factions, culminants en 2007 par la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas. Depuis lors, il administre Gaza, un territoire densément peuplé et appauvri, soumis à un blocus strict de la part d'Israël et de l'Égypte pour limiter l'approvisionnement en armes.

La gouvernance du Hamas à Gaza a été marquée par des politiques mixtes. Si l'organisation a mis en place des programmes sociaux et des infrastructures essentielles pour la population locale, elle a également été critiquée pour ses mesures répressives contre les opposants politiques et la société civile. Les ressources économiques et l'aide

humanitaire internationales ont souvent été détournées pour renforcer l'arsenal militaire des Brigades Izz al-Din al-Qassam, accentuant le cycle de violence avec Israël.

Le Hamas est connu pour ses attaques contre Israël, incluant des tirs de roquettes, des infiltrations armées et des attentats suicides, notamment durant la seconde Intifada (2000-2005). Le groupe s'est également servi des tunnels souterrains pour mener des opérations transfrontalières, une tactique qui a renforcé son image de résistance auprès de nombreux Palestiniens. Les Brigades Izz al-Din al-Qassam, considérées comme l'aile militaire la plus puissante de Gaza, jouent un rôle clé dans la planification et l'exécution des attaques.

La série d'attaques du 7 octobre 2023 a particulièrement marqué un tournant, avec une incursion coordonnée dans le sud d'Israël qui a causé des centaines de victimes. Cette offensive a non seulement exacerbé les tensions régionales, mais a déclenché une réaction militaire intensive de la part d'Israël, visant à affaiblir la structure de commandement du Hamas et à frapper ses bastions stratégiques.

Le Hamas bénéficie d'un soutien populaire significatif à Gaza et, dans une moindre mesure, en Cisjordanie, où une partie de la population le perçoit comme un symbole de résistance contre l'occupation israélienne. Cependant, ce soutien est souvent contrebalancé par des critiques concernant ses méthodes de gouvernance autoritaires et l'impact de sa stratégie militaire sur la vie quotidienne des habitants de Gaza, confrontés à des représailles violentes et à des conditions de vie précaires.

Sur le plan international, le Hamas est désigné comme organisation terroriste par plusieurs puissances, notamment Israël, les États-Unis, l'Union européenne et d'autres pays. Cependant, il reçoit aussi un soutien financier et logistique de certains États et organisations qui partagent sa cause ou voient dans son existence un contrepoids à l'influence israélienne dans la région.

L'élimination de figures de premier plan comme Yahya Sinwar pose des questions sur l'avenir du Hamas. La mort de ses leaders, bien qu'affaiblissant, momentanément, la structure de commandement, peut engendrer une radicalisation accrue des sympathisants et raviver la violence. L'organisation a montré par le passé sa capacité à se restructurer et à se réorganiser, souvent en renforçant le sentiment de martyre autour de ses figures emblématiques.

Le Hamas reste ainsi un acteur central et complexe du conflit israélo-palestinien, jouant un rôle à la fois de force militaire, d'administrateur de Gaza et de symbole de résistance. Le défi pour la région réside dans la gestion de cette influence et la recherche de solutions durables pour mettre fin à un cycle de conflits récurrents et meurtriers. ♦

BRICS 2024 RUSSIA 24



Le sommet des BRICS à Kazan, le 23 octobre 2024.



ALLER PLUS LOIN...

- ARTE, le dessous des cartes: BRICS, vers un nouvel ordre mondial ?
- FRANCE TV, C ce soir : Que retenir du sommet des BRICS ?

SOMMET DES BRICS+, RHÉTORIQUE D'UN NOUVEAU MONDE MULTIPOLAIRE

Le sommet des BRICS 2024 s'est tenu du 22 au 24 octobre à Kazan, en Russie, et a marqué une nouvelle étape dans la quête de ce groupe pour remodeler l'ordre mondial. Cet événement, riche en enjeux géopolitiques et en déclarations symboliques, a rassemblé dirigeants et observateurs pour discuter des grands défis et opportunités de l'alliance élargie des BRICS.

Le 16^e sommet des BRICS a été le premier à inclure de nouveaux membres, passant ainsi d'un groupe de cinq à neuf pays. Cette expansion souligne la volonté du bloc de s'affirmer comme une force incontournable dans les affaires mondiales. L'événement a vu la participation de plus de trente pays, dont 24 chefs d'État et de gouvernement, témoignant de l'importance croissante accordée à cette alliance par le "Sud global".

L'objectif affiché du sommet était de renforcer la coopération entre les nations membres et de faire progresser la vision d'un monde multipolaire. Les discussions ont tourné autour de la création de nouvelles synergies économiques, d'une solidarité politique accrue et de la mise en place de structures favorisant une gouvernance internationale plus équitable. Les participants ont réitéré leur engagement à travailler ensemble pour contrebalancer l'influence des grandes puissances occidentales et promouvoir des principes de souveraineté et de respect mutuel.

Pour la Russie, hôte de ce sommet, l'événement représentait une occasion cruciale de démontrer sa résilience et sa capacité à fédérer au-delà de son cercle traditionnel, malgré les sanctions et tensions persistantes avec l'Occident.

L'organisation du sommet à Kazan, capitale du Tatarstan et ville à majorité musulmane, n'était pas un choix anodin. Cette décision stratégique visait à renforcer les liens de la Russie avec le monde islamique et à positionner le pays comme un interlocuteur de confiance pour les nations d'Asie centrale et du Moyen-Orient.

Le sommet a également mis en lumière l'attractivité des BRICS pour les pays en développement, souvent désignés sous le terme "Sud global". Ceux-ci voient dans le bloc un contrepoids potentiel à la domination des États-Unis et de l'Union européenne sur les arènes économiques et politiques internationales. Le rassemblement a donc servi de vitrine à cette ambition : offrir une alternative à l'ordre économique centré sur l'Occident.

La Déclaration de Kazan

Au cœur de ce sommet, la Déclaration de Kazan a été adoptée, réaffirmant l'engagement des BRICS envers un monde plus multipolaire et équilibré. Intitulée « Renforcer le multilatéralisme pour un développement et une sécurité mondiaux équitables », cette déclaration stratégique souligne la nécessité de réformer les institutions mondiales telles que le FMI et la Banque mondiale afin de mieux représenter les pays en développement. Elle met également en avant l'opposition du groupe aux sanctions économiques unilatérales, soulignant leur impact négatif sur l'économie mondiale. La déclaration appelle à une coopération renforcée dans les domaines financiers, notamment par le développement de systèmes de paiement indépendants, et réitère l'importance de la paix, de la sécurité et du respect des principes de la Charte des Nations unies.

La Déclaration de Kazan du sommet des BRICS 2024 a mis en avant des thèmes essentiels tels que l'importance de la paix et de la sécurité, ainsi que le respect des principes de la Charte des Nations unies. Ces déclarations, bien qu'importantes sur le papier, soulèvent des interrogations quant à leur crédibilité et à leur cohérence dans le contexte des actions récentes de certains membres influents des BRICS, notamment la Russie et la Chine.

D'une part, l'engagement de la Russie à défendre la paix et la sécurité est mis en doute à la lumière de son invasion de l'Ukraine, déclenchée en février 2022. Cette action militaire a entraîné un conflit prolongé ayant des conséquences humaines et économiques désastreuses et a été perçue comme une violation manifeste de la Charte des Nations unies, qui stipule l'interdiction du recours à la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un État. L'agression a également suscité une vaste condamnation de la part de la communauté internationale, mettant en question l'intégrité des appels de la Russie en faveur de la paix dans la déclaration adoptée à Kazan.

D'autre part, la position de la Chine vis-à-vis de Taïwan ajoute un autre niveau de complexité aux proclamations de respect de la sécurité et de la souveraineté. Pékin, qui considère Taïwan comme une province rebelle, a intensifié ses manœuvres militaires et sa rhétorique agressive, menaçant la stabilité de la région Asie-Pacifique. Cette situation crée une tension palpable qui contredit les engagements à respecter les principes de paix et de sécurité inscrits dans la Charte des Nations unies. Les nations et analystes internationaux observent avec scepticisme cette dichotomie entre les déclarations officielles des BRICS et les actions de leurs membres les plus puissants.

Ainsi, bien que la Déclaration de Kazan et les valeurs qu'elle promeut puissent renforcer la légitimité des BRICS sur la scène internationale, ces valeurs sont affaiblies par le comportement de certains membres qui, par leurs actions, remettent en question l'authenticité de leur engagement envers la paix et le respect des normes internationales. Pour que le message des BRICS soit pris au sérieux, une cohérence entre les paroles et les actes des pays membres est essentielle. Cette dissonance affaiblit non seulement la crédibilité de la déclaration, mais pose aussi la question de la viabilité d'une alliance prônant la stabilité mondiale tout en tolérant des actions qui la compromettent.

Malgré la grandiloquence des discours et l'effervescence diplomatique, les résultats concrets du sommet ont été relativement modestes. Aucune décision majeure sur l'élargissement supplémentaire du groupe n'a été prise. Les attentes quant à l'établissement d'un système de paiement alternatif à SWIFT n'ont pas été comblées, et les discussions sur la création d'une monnaie commune des BRICS n'ont pas progressé.

Ces lacunes illustrent les difficultés que le groupe rencontre pour aligner les intérêts divers de ses membres. Les disparités économiques et géopolitiques entre les pays, notamment entre la Chine, l'Inde et le Brésil, posent des défis majeurs à la construction d'une stratégie cohérente et unifiée. Ainsi, bien que les BRICS+ soient perçus comme un symbole de résistance et de renouvellement, le sommet de Kazan a révélé que cette cohésion reste, pour l'instant, une ambition plus théorique que pratique.

Le sommet des BRICS 2024, malgré ses limitations, a permis à la Russie de démontrer sa capacité à organiser et à diriger un dialogue global, même dans un contexte de tensions croissantes avec l'Occident. Toutefois, il a également mis en évidence les obstacles que le bloc doit surmonter pour devenir un acteur réellement unifié et influent sur la scène internationale. La rhétorique du nouveau monde multipolaire est puissante, mais sa mise en œuvre reste confrontée aux défis de la diversité et des intérêts divergents qui caractérisent les membres des BRICS+.





Le roi du Maroc Mohammed VI et le président français Emmanuel Macron lors de leur rencontre au palais royal de la capitale Rabat, le 28 octobre 2024



ALLER PLUS LOIN...

- ARTE, le dessous des cartes: France-Maroc, la réconciliation ?
- PUBLIC SÉNAT : Emmanuel Macron au Maroc, un partenariat relancé

FRANCE-MAROC, LA GRANDE RÉCONCILIATION

Après plusieurs années marquées par des tensions diplomatiques, les relations entre la France et le Maroc ont récemment connu un réchauffement significatif. Cette réconciliation s'est illustrée par la visite d'État du président français Emmanuel Macron au Maroc en octobre 2024. Cet événement a marqué le début d'un "nouveau chapitre" entre les deux nations, visant à établir un "partenariat d'exception renforcé". L'objectif de cette visite était clair : consolider les liens bilatéraux et ouvrir la voie à des relations plus étroites.

Le Président Français a déclaré lors de son discours que cette visite avait pour ambition de "tourner la page des tensions récentes" et de bâtir un avenir commun fondé sur la coopération mutuelle. Il a rencontré le roi Mohammed VI ainsi que des membres du gouvernement marocain et des

représentants du secteur privé, marquant ainsi la volonté de renforcer les échanges à tous les niveaux.

Le premier objectif de ce rapprochement était de renforcer la convergence stratégique entre la France et le Maroc. Les deux pays partagent des intérêts communs en matière de sécurité régionale, de lutte contre le terrorisme et de stabilité en Afrique du Nord et au Sahel. La France, en pleine crise diplomatique avec d'autres pays africains, voit en le Maroc un partenaire stratégique fiable pour la consolidation de sa présence en Afrique. Un des points forts de la visite a été la signature de plus de 40 accords économiques, représentant une valeur totale de 10 milliards d'euros. Ces contrats englobent des secteurs clés tels que l'énergie, les infrastructures et les technologies vertes. Parmi les entreprises françaises impliquées,

on retrouve des géants tels que CMA CGM, Veolia, Engie, Total Énergies, Thales et Safran.

Ces accords traduisent la volonté des deux pays d'approfondir leur partenariat économique et de renforcer leur interconnexion dans des projets d'envergure, favorisant ainsi la croissance et l'innovation.

La coopération culturelle et humaine a également été mise en avant. Des programmes visant à intensifier les échanges académiques et culturels ont été annoncés. L'éducation et la promotion de la langue française, ainsi que le soutien à la francophonie dans la région, ont été au centre des discussions. Ce volet de la coopération est essentiel pour resserrer les liens entre les peuples des deux nations et cultiver un sentiment de partenariat durable.

La position sur le Sahara occidental, un équilibre redéfini

Un des éléments clés de ce rapprochement a été l'évolution de la position française sur le Sahara occidental, une question cruciale pour le Maroc. Lors de la visite, Emmanuel Macron a affirmé que "le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine". Cette déclaration représente un soutien de taille à la position marocaine, qui propose un plan d'autonomie sous souveraineté marocaine comme solution viable au conflit.

En reconnaissant que ce plan est la "seule base pour aboutir à une solution", la France a fait un pas important vers l'alignement de ses positions avec celles du Maroc. Cette prise de position a été bien accueillie par Rabat et perçue comme un signal fort de solidarité politique.

Symbole fort de cet alignement sur la position marocaine, le ministère des affaires étrangères a actualisé sur son site la carte du Maroc affichant la pleine souveraineté du royaume sur ce territoire.

Le Sahara occidental est un territoire disputé situé au sud du Maroc, au centre d'une lutte de souveraineté qui dure depuis des décennies. Cet enjeu géopolitique a des implications majeures non seulement pour le Maroc, mais aussi pour ses relations avec les pays étrangers, notamment la France.

L'origine du conflit remonte à la période de décolonisation au milieu du XX^e siècle. À l'époque, le Sahara occidental était une colonie espagnole. En 1975, lorsque l'Espagne a annoncé son retrait, la question de la souveraineté du territoire est devenue un point de discorde. Deux acteurs principaux se sont opposés : le Maroc, qui revendique le Sahara comme partie intégrante de son territoire historique, et le Front Polisario, un mouvement indépendantiste soutenu par l'Algérie, qui milite pour la création d'une République arabe sahraouie démocratique (RASD).

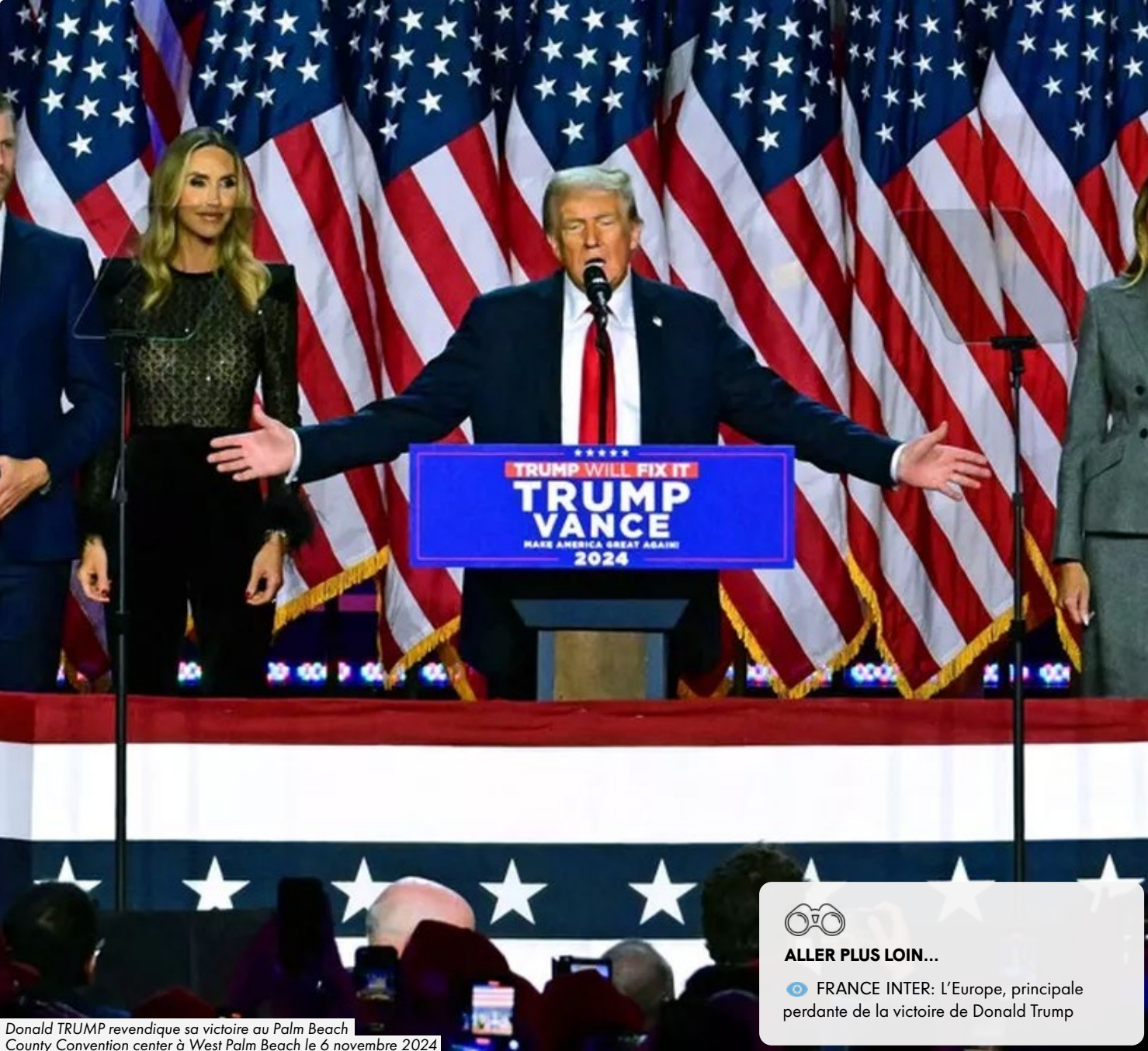
La Cour internationale de justice (CIJ), sollicitée pour se prononcer sur l'affaire en 1975, a reconnu l'existence de liens juridiques entre certaines tribus sahraouies et le Maroc, mais a également confirmé le droit des Sahraouis à l'autodétermination. Suite à cela, le Maroc a organisé la Marche verte, mobilisant des centaines de milliers de civils pour revendiquer pacifiquement le territoire, déclenchant ainsi le conflit actuel. La France a toujours eu une relation privilégiée avec le Maroc, que ce soit sur le plan économique, politique ou culturel. Néanmoins, sa position sur la question du Sahara occidental a longtemps été perçue comme prudente et ambiguë, cherchant à éviter de s'aliéner ni le Maroc ni l'Algérie. Pendant des années, Paris a soutenu les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique tout en restant vague sur son soutien explicite au plan marocain.

Ce plan, proposé par le Maroc en 2007, prévoyait une autonomie élargie du Sahara sous souveraineté marocaine, et a été bien accueilli par certains acteurs internationaux comme une base crédible pour des négociations. Cependant, la France, bien qu'elle ait reconnu le sérieux et la crédibilité de ce plan, n'avait pas jusqu'à récemment explicitement déclaré que ce dernier était l'unique solution viable. Ce soutien explicite de la France au plan marocain a de grandes implications. Il consolide l'alliance stratégique franco-marocaine et envoie un message clair à l'Algérie, qui soutient le Front Polisario et milite pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Cette évolution pourrait également repositionner la France dans un contexte africain où elle doit composer avec l'émergence de nouveaux acteurs, comme la Chine et la Russie, qui cherchent à accroître leur influence dans la région.

La position de la France sur le Sahara occidental est désormais perçue comme un test de son engagement envers le Maroc et de sa volonté de s'aligner sur les priorités de son partenaire stratégique. Cette question demeure un point de pivot dans la relation bilatérale, influençant d'autres aspects, tels que les échanges économiques et la coopération sécuritaire. En soutenant le plan d'autonomie marocain, la France réaffirme son attachement à une vision de stabilité régionale qui favorise ses propres intérêts économiques et géopolitiques.

Cependant, ce soutien peut également accroître la tension avec l'Algérie, un acteur clé dans la région maghrébine, et nécessitera de la diplomatie pour naviguer entre les alliances complexes qui sous-tendent le contexte nord-africain.

La visite d'État d'Emmanuel Macron au Maroc a ouvert une nouvelle ère pour les relations franco-marocaines. Elle témoigne d'une volonté commune de renforcer la coopération dans plusieurs domaines tout en naviguant dans un contexte géopolitique complexe. Les accords économiques, la position sur le Sahara occidental et la volonté d'une coopération culturelle accrue signalent un partenariat renouvelé, même si les deux nations devront faire preuve d'adaptabilité pour maintenir cette dynamique positive. ♦



ÉTATS-UNIS, TRUMP ÉLU 47ÈME PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

Après une campagne tendue, des mois de spéculation et une élection largement scrutée tant au niveau national qu'international, Donald Trump a été déclaré 47ème président des États-Unis, triomphant face à la candidate démocrate Kamala Harris. Le républicain revient à la Maison Blanche, quatre ans après sa défaite en 2020, avec un soutien renforcé dans des régions clés.

Trump a obtenu la majorité des grands électeurs du collège électoral qui élira officiellement le nouveau locataire de la Maison Blanche le 17 décembre prochain. Grâce à des résultats exceptionnels dans plusieurs États pivots Caroline du Nord, Géorgie et Pennsylvanie, Donald Trump a consolidé sa victoire alors que les sondages annonçaient à la veille du scrutin une bataille serrée entre les deux candidats qui n'eût finalement

pas lieu.

Sur le plan du vote populaire, Trump est en tête avec environ 71 millions de voix contre 66 millions pour Harris au lendemain de l'élection. Cette avance témoigne d'une progression marquée par rapport à 2020, où il avait concédé la défaite à Joe Biden. Cette fois, il a pu rallier de nombreux électeurs dans des États historiquement démocrates tels que New York et la Californie, où il a réduit l'écart de manière significative.

Contrairement aux prévisions des analystes qui anticipaient un scrutin extrêmement serré, les résultats ont montré un élan en faveur de Trump dans des États jugés décisifs. Cette performance a permis de « restaurer » l'image d'un candidat capable de rallier de larges pans de l'électorat, notamment dans des régions ayant basculé temporairement dans le camp démocrate lors des dernières élections.

Les préoccupations des électeurs ont révélé des divergences claires entre les partisans des deux candidats. Les électeurs de Trump se sont majoritairement concentrés sur des questions économiques et migratoires, préoccupations qui ont été au centre de ses promesses de campagne. En revanche, les soutiens de Kamala Harris étaient davantage mobilisés par des enjeux démocratiques et des questions de justice sociale. Ce clivage a permis à Trump de rallier une base électorale pour qui l'économie et la sécurité aux frontières étaient essentielles, consolidant ainsi son image de défenseur des intérêts "concrets" des Américains.

Un autre facteur déterminant de la victoire de Trump a été son succès inattendu auprès des électeurs Hispano-Américains. Par rapport aux élections précédentes, il gagne environ 25 points de pourcentage au sein de cette communauté, profitant d'une campagne qui a su répondre aux préoccupations économiques et de sécurité propres à certains groupes Latinos. Cette progression témoigne de l'efficacité de son message sur les questions d'emploi et de prospérité, deux priorités qui ont résonné avec une partie de cet électorat souvent négligé.

Pour de nombreux électeurs, Trump est apparu comme un « leader fort », capable de répondre aux crises nationales et internationales. Cette perception a été renforcée par sa posture face aux dirigeants étrangers et sa rhétorique nationaliste. Dans un contexte de tensions géopolitiques, son expérience passée en tant que président lui a conféré une certaine légitimité, attirant ainsi des électeurs soucieux de stabilité et de fermeté. La campagne de Kamala Harris a été marquée par une approche prudente, que certains ont jugée trop distante pour mobiliser efficacement la base démocrate. Cette prudence a pu démobiliser une partie de l'électorat progressiste, crucial pour une victoire démocrate. Face à un Trump énergique et omniprésent dans les médias, l'approche plus mesurée de Harris n'a pas réussi à susciter le même niveau d'enthousiasme et d'engagement.

La victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle de 2024 laisse entrevoir un retour et un renforcement d'une politique étrangère américaine marquée par un unilatéralisme assumé et une approche transactionnelle centrée sur le principe "America First". Cette perspective s'appuie sur plusieurs caractéristiques clés observées lors de son premier mandat et sur les discours de sa campagne. Sous la bannière "Make America Great Again", Trump a démontré une préférence pour des actions unilatérales, se détachant des conventions multilatérales et des alliances traditionnelles lorsque cela était jugé nécessaire pour servir les intérêts américains. Cette approche pourrait se traduire par un retrait des accords internationaux, une réduction de la participation aux institutions multilatérales, une renégociation des accords commerciaux, des pressions économiques et sanctions pour atteindre ses objectifs géopolitiques.

L'administration Trump a souvent mis l'accent sur le partage du fardeau au sein des alliances traditionnelles telles que l'OTAN. Cette politique pourrait s'intensifier, avec des demandes accrues pour que les partenaires augmentent leurs contributions financières et militaires amenant à une moindre dépendance aux alliances en insistant sur le fait que les partenaires doivent assumer une plus grande part des responsabilités, ce qui pourrait amener à un éloignement relatif de certains alliés traditionnels.

Priorité serait également laissée aux intérêts nationaux même dans les relations bilatérales avec des alliés, les décisions seraient guidées par la maximisation des gains pour les États-Unis, au détriment parfois de la cohésion diplomatique.

Le style de leadership de Trump est souvent qualifié d'assertif et imprévisible, ce qui influence la manière dont les alliés et adversaires perçoivent et anticipent la politique américaine. Cette imprévisibilité peut servir de levier dans les négociations, mais elle crée également une atmosphère d'incertitude dans la diplomatie mondiale.

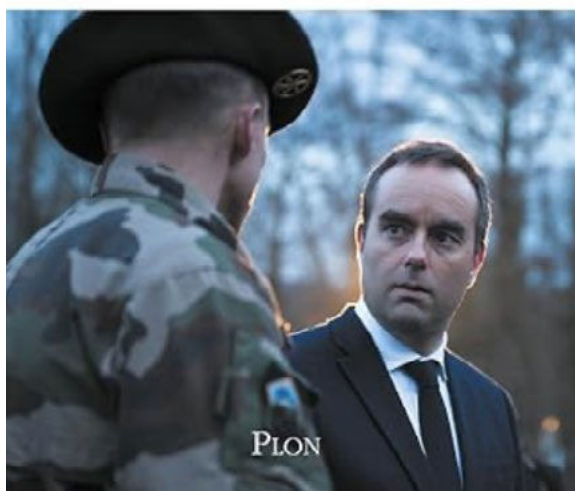
La victoire de Donald Trump en 2024 est le fruit d'une combinaison stratégique de facteurs allant de la reprise économique à sa capacité à mobiliser sa base électorale et à séduire de nouveaux électeurs. Face à une opposition prudente, Trump a réussi à s'imposer de nouveau comme un acteur politique incontournable, ouvrant ainsi un nouveau chapitre dans l'histoire politique des États-Unis. Le retour à une politique étrangère américaine marquée par l'unilatéralisme, où la défense des intérêts américains prime sur la coopération internationale et les engagements multilatéraux aura très certainement des impacts sur l'équilibre mondial. Cette approche transactionnelle, où chaque décision vise des gains tangibles pour les États-Unis, pourrait redéfinir les relations américaines sur la scène mondiale, tout en accentuant l'image d'une Amérique forte et protectrice de ses propres priorités. ♦

DANS NOS LIBRAIRIES...

Sébastien Lecornu

VERS LA GUERRE ?

La France face au réarmement du monde



1

Une analyse sans concession de la place de la France sur l'échiquier géopolitique mondial par le ministre des Armées, Sébastien Lecornu.

Terrorisme, prolifération nucléaire, compétition débridée entre les États, réémergence d'une logique de blocs, guerre aux portes de l'Europe, routes maritimes contestées, militarisation de l'espace, depuis quelques années, les crises régionales et internationales se cumulent à un rythme inquiétant.

Jamais, depuis la fin de la guerre froide, notre sécurité collective n'a été à ce point remise en question. Le moment que nous vivons, loin de constituer une simple parenthèse, est le signe d'une rupture stratégique profonde. Dans un monde complexe où nos repères géopolitiques ont brutalement évolué, nos concitoyens pressentent instinctivement le danger.

Sommes-nous préparés à l'affronter ? Quelles sont nos capacités militaires et industrielles ? À quoi sert l'argent public investi dans notre défense nationale ? Notre société est-elle prête à faire les sacrifices nécessaires pour assurer son réarmement ? Que pouvons-nous attendre de nos alliés ? Quels scénarios devons-nous redouter ? D'où viennent précisément les menaces ?

Des questions vitales auxquelles Sébastien Lecornu, nommé ministre des Armées en 2022 par Emmanuel Macron, apporte ici des réponses stratégiques, matérielles, morales et politiques, en se référant au modèle gaullien, magistralement mis en œuvre et incarné par Pierre Messmer, pour nous projeter dans l'avenir.

2

Jérôme Cartillier fut le correspondant de l'AFP à la Maison Blanche. Observateur privilégié des mandats d'Obama, Trump et Biden, il travaillait à quelques mètres du bureau ovale (ou à côté du président dans Air Force One).

Ce récit offre une occasion unique de raconter les coulisses de l'institution politique la plus scrutée au monde, au lendemain de l'élection du 47ème président des États-Unis.

INÉGALITÉS ET SOLIDARITÉ

- Le gouvernement présente le budget de l'État
- Les inégalités dans le domaine politique
- Les inégalités économiques en hausse
- Les inégalités territoriales
- La solidarité intergénérationnelle

Vincent BIENSTMAN



Michel Barnier lors des discussions à l'Assemblée

LE GOUVERNEMENT PRÉSENTE LE BUDGET DE L'ÉTAT

L'agence de notation américaine Fitch a décidé le 11 octobre de maintenir cette fois la note de la dette de la France à AA-, mais de l'assortir d'une « perspective négative » à cause notamment de l'augmentation du déficit public et de la difficulté pour le gouvernement de trouver une majorité capable de voter un budget plus équilibré. Elle avait dégradé la note en juin 2023, mais la perspective était à l'époque stable, nous avons donc un risque important d'observer une dégradation à moyen terme. Cela a été confirmé par une seconde agence Moody's le 25 octobre en assortissant également sa note Aa2 de perspectives négatives.

L'alerte n'est pas à négliger car la notation des agences a une influence directe sur le niveau des taux d'intérêt auquel l'État français emprunte sur les marchés financiers. Il existe deux autres agences qui dominent le marché avec Moody's et S&P Global, elles ont le pouvoir de compliquer la recherche de financement, même si pour l'instant les obligations françaises font partie des dettes les plus sûres et les plus recherchées par les institutions financières internationales. Le gouvernement souhaite ainsi réduire un déficit beaucoup plus important que prévu l'année dernière lors de la présentation du budget, à cause d'une baisse des recettes provenant en partie

d'une anticipation trop haute de la croissance et d'une baisse de la consommation liée à l'inflation, ce qui réduit la principale recette de l'État : la TVA (Taxe sur la valeur ajoutée). De plus, la TVA est aujourd'hui très largement utilisée pour compenser les aides accordées aux entreprises avec les baisses de cotisations versées à la Sécurité Sociale ; mais également pour financer les collectivités locales qui ont perdu plusieurs recettes, notamment la taxe d'habitation, ce qui a été pointé par le député David Guiraud (LFI) lors d'un discours à l'Assemblée nationale le lundi 14 octobre.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement a présenté un budget avec des recettes en hausse et des dépenses en baisse pour essayer de ramener le déficit à 5 % avec l'objectif de passer sous les 3 % dans 5 ans afin de respecter les critères du Pacte de Stabilité et de Croissance. Le gouvernement annonce 40 milliards d'euros de baisse des dépenses et 20 milliards de hausse des recettes. Les principales mesures sont 21,5 milliards de baisse des dépenses de l'État, dont notamment une réduction des aides à l'apprentissage, des aides écologiques pour le fond vert et la prime à l'achat de véhicules moins polluants de 2 milliards, une baisse du nombre de fonctionnaires concentrée notamment sur 4000 postes d'enseignants pour 100 millions,

une réduction de 5 milliards de transfert pour les collectivités locales et 5 milliards de baisse encore prévus dans les semaines qui viennent. Parmi les recettes une hausse de 20 milliards des impôts, avec une mesure temporaire de 8 milliards pour les bénéfices des grandes entreprises, une taxe sur les rachats d'actions pour 200 millions, une augmentation de la taxe sur les véhicules polluants et sur les billets d'avion. L'écologie porte ainsi un lourd tribut, c'est pourquoi la Ministre Agnès Pannier-Runacher a menacé de démissionner, tout comme le ministre de la Justice Didier Migaud en cas de baisse des crédits de son ministère.

La rigueur ou l'austérité ?

Un débat a eu lieu sur le terme à utiliser pour qualifier le budget : rigueur ou austérité. La rigueur serait ainsi seulement une correction pour limiter le déficit, alors que l'austérité aurait un impact négatif sur l'activité économique. En effet, les crises budgétaires peuvent être la cause d'une récession, voire une dépression comme la Grèce l'a vécue après la crise des dettes souveraines du début des années 2010, avec une baisse de plus de 30% du PIB car l'effet multiplicateur de la politique budgétaire avait été très largement minimisé par ses créanciers : la BCE (Banque centrale européenne), la Commission européenne et le FMI (Fond monétaire international).

Quel que soit le qualificatif retenu, la conséquence est bien la mise en œuvre d'une politique budgétaire restrictive dans un moment où la croissance mondiale est en train de ralentir, même si elle serait de 3,2% d'après le FMI pour 2024 et 2025. Cependant, son niveau reste très inégal selon les régions, les États-Unis devraient connaître une croissance élevée, alors que la zone euro resterait sous les 1%, notamment à cause des difficultés de l'Allemagne depuis plusieurs trimestres. Les capacités d'investissement seront donc limitées alors que les défis en particulier liés au vieillissement de la population et aux conséquences du dérèglement climatique, sont de plus en plus présents comme l'ont douloureusement démontré les inondations à Valence en Espagne. Le risque est alors de ne pas mettre en œuvre les investissements nécessaires pour le futur et d'enclencher une récession en mettant en œuvre une politique pro-cyclique, qui correspond à un budget suivant la tendance économique, au lieu de lutter contre, par exemple en décidant d'une politique austéritaire lors d'un ralentissement de l'économie. Selon l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), le budget risque de diminuer la croissance de 0,8 point de PIB en 2025. Le choc budgétaire pourrait ainsi diviser par deux la croissance économique, qui serait ramenée à 0,8%. Un effet bien plus important que l'anticipation du gouvernement, qui veut croire que la croissance restera stable à 1,1% en 2025. De plus, le taux de chômage remonterait à 8% à la fin de l'année 2025.

Le débat doit donc se déplacer au niveau international pour mettre en œuvre des politiques fiscales plus équitables et égalitaires en luttant par exemple contre les paradis fiscaux qui

réduisent la base fiscale de certains pays. C'est par exemple le cas dans la zone euro avec l'Irlande qui a un très faible taux d'imposition de 12,5% concernant le bénéfice des entreprises, c'est pourquoi celles-ci les transfèrent dans ce pays, ce qui réduit les recettes fiscales de ses partenaires. Cependant, le point positif de la conjoncture économique est le desserrement de la politique monétaire permise par la réduction de l'inflation ces derniers mois, les taux directeurs de la BCE ont commencé à baisser et devraient continuer dans les prochains mois, ce qui permettra aux agents économiques d'emprunter davantage pour relancer les investissements et la consommation.

Le travail des députés

Une fois que le gouvernement présente son PLF (Projet de loi de financement), les députés se réunissent au sein de la Commission des finances qui peut voter des amendements afin de le modifier. C'est ce qui a été fait pendant 2 semaines avec notamment une augmentation des impôts sur les ménages à hauts revenus et sur les grandes entreprises. Cependant, le nouveau texte a finalement été rejeté par une alliance entre les députés du camp présidentiel et du Rassemblement National. C'est donc le projet initial du gouvernement qui a été présenté à l'Assemblée nationale. Les députés ont ainsi de nouveau procédé à l'introduction d'amendements, mais l'ensemble de la partie recette n'a pas pu être votée à cause notamment du nombre élevé d'amendements déposés par les députés macronistes et Les Républicains, supposés être pourtant des soutiens du gouvernement. C'est finalement le texte originel du gouvernement qui est maintenant débattu par les sénateurs avant la mise en œuvre de la Commission Mixte Paritaire entre les deux chambres du Parlement afin d'aboutir à un texte commun.

Cependant, le camp présidentiel semble fracturé car le budget montre l'absence de ligne idéologique. La question est alors de savoir si cela entérine la fin du macronisme ou alors l'émergence d'une nouvelle figure qui pourrait le faire basculer et intégrer le reste de la droite. C'est pourquoi certains députés comme Sacha Houlié, cherchent d'ores et déjà à créer un groupe de centre gauche à l'assemblée pour se démarquer. Ainsi, des divergences apparaissent entre les députés EPR (Ensemble pour la République), MODEM (Mouvement Démocrate) et Horizons avec des votes très différents pour des partis étant supposés être dans le même camp gouvernemental. Cela a notamment été le cas concernant les allègements de cotisations patronales avec la volonté du MODEM de les supprimer pour les salaires les plus bas pour inciter à les augmenter ; ce que refuse le groupe EPR qui a préféré faire voter un amendement pour modifier la répartition des allègements afin d'éviter un effet négatif sur l'emploi. Toutefois le risque d'avoir recours à l'article 49 alinéa 3 est très important car un vote positif sur le budget de la part des députés semble aujourd'hui très difficile. Dans ce cas, une motion de censure serait proposée et le choix reviendrait notamment aux députés RN de valider le budget ou de faire tomber le gouvernement. ♦







Le Président Emmanuel Macron lors de sa visite au Maroc

LES INÉGALITÉS DANS LE DOMAINE POLITIQUE

Les députés de la France Insoumise (LFI) avaient lancé une procédure de destitution d'Emmanuel Macron en s'appuyant sur l'article 68 de la Constitution qui est possible en cas de « manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat », elle requiert la majorité des deux tiers du Parlement pour se constituer en Haute Cour. Cependant, la discussion n'a pu avoir lieu à l'Assemblée, car cette proposition a été refusée par la Commission des Lois le mercredi 2 octobre, puis par la conférence des présidents le mardi 8 octobre. Cette procédure n'avait de toute façon très peu de chance d'aboutir, car elle devait réunir les deux tiers du Parlement constitué des Députés, mais aussi des Sénateurs qui sont pour la majorité des adhérents du parti Les Républicains et donc un soutien du gouvernement actuel. Néanmoins, cette procédure pose la question du fonctionnement de la Ve République Française centrée sur le Président, parfois appelé le « monarque républicain » à cause de ses prérogatives importantes.

Les régimes politiques

Dans les autres démocraties européennes, les régimes sont le plus souvent parlementaires avec un chef du gouvernement qui a le rôle le plus large en s'appuyant sur le Parlement et ses députés. Dans ce cas, le chef de l'État a principalement une fonction honorifique, que ce soit pour les monarchies comme le Royaume-Uni, l'Espagne ou encore la Belgique ; mais également pour les républiques comme l'Allemagne ou l'Italie. Le cas français est d'autant plus singulier que l'élection depuis la révision de la Constitution effectuée en 1962 par référendum se déroule au suffrage universel direct. Elle précède même depuis 2002 les élections législatives qui ont maintenant des mandats d'une durée équivalente de 5 ans. L'objectif de ces modifications était de fournir une légitimité incontestable au président de la République et d'éviter de nouvelles cohabitations entre un chef de l'État et un gouvernement de camps politiques différents. Cet objectif a été atteint jusqu'en 2022 où les résultats des

élections législatives n'ont pas pu faire émerger une majorité absolue. Cela s'est accentué en 2024 et a débouché sur la nomination surprise de Michel Barnier alors que son parti (LR) n'a rassemblé que 6,57% des suffrages exprimés au premier tour de ces élections selon Public Sénat.

Par définition, les régimes présidentiels laissent moins de place au Parlement, cependant la France se caractérise par un régime nommé semi-présidentiel, car le Parlement conserve notamment la possibilité de renverser le gouvernement. Cependant, dans les faits, ce qu'on appelle le « parlementarisme rationalisé » laisse peu de place pour les initiatives parlementaires comme nous avons pu le constater pendant la réforme des retraites. C'est un ensemble de mécanismes d'organisation du pouvoir législatif destiné à éviter la domination du Parlement sur le gouvernement et à favoriser la stabilité gouvernementale. L'idée est d'encadrer ces pouvoirs afin de permettre au gouvernement de mettre en œuvre sa politique.

Ce choix a été réalisé pour ne pas subir de nouveau l'instabilité de la IV^{ème} République avec des gouvernements renversés après quelques mois, voire seulement quelques semaines. Le retour au pouvoir du Général De Gaulle en 1958 lui a permis de faire valider une Constitution donnant de fortes prérogatives au chef de l'Etat, avec une utilisation régulière du référendum afin de permettre aux électeurs de trancher les points de désaccord avec le Parlement. Cependant, aujourd'hui, après les différentes réformes et l'incapacité d'atteindre une majorité absolue, la V^{ème} République semble empêcher de mener à bien des discussions politiques et une recherche de compromis à l'intérieur de coalitions comme nous pouvons le voir en Espagne ou en Allemagne.

Le manque de représentativité

De plus, une partie des citoyens ne se sent pas représentée par les élus et les dirigeants politiques. C'est notamment le cas pour les femmes qui représentent aujourd'hui seulement 36% des députés malgré la loi sur la parité en politique qui oblige les partis à présenter autant de femmes que d'hommes sous peine d'amendes. C'est également le cas pour les personnes « racisées » ou les travailleurs les moins qualifiés. Ce manque de représentativité nourrit la participation différenciée selon les groupes sociaux. Par exemple, les ouvriers et les employés votent moins que les autres catégories. Ceci vient s'ajouter à d'autres critères notamment concernant le diplôme, le niveau de revenus ou de patrimoine.

L'inégalité de représentation dans la vie politique signifie que, selon le milieu social, la représentation dans les institutions est inégale. Les catégories les moins qualifiées et



diplômées sont peu présentes avec par exemple moins de 1 % de députés appartenant à la catégorie des ouvriers. A l'inverse, les classes supérieures sont, elles, très largement présentes avec 60% de députés qui sont cadres et professions intellectuelles supérieures. Il faudrait ainsi faciliter la possibilité pour toutes les catégories sociales de participer à des élections sans remettre en cause leur emploi, sinon les travailleurs libéraux ou les fonctionnaires resteront majoritaires. La question sociale, qui intéresse davantage les ouvriers et les employés, a également été délaissée au profit d'une vision gestionnaire de la société ou pour des combats identitaires. Par conséquent, les organisations politiques ont valorisé les militants les plus diplômés, faisant monter ceux qui maîtrisent les compétences de gestion de la sphère publique. Les inégalités politiques sont ainsi liées aux inégalités sociales. La montée de la précarité et du chômage contraint les individus à travailler plus longtemps ou de manière discontinue, ce qui rend l'exercice des droits difficile. La montée de l'abstention, la baisse de la syndicalisation et l'exclusion des classes populaires de la politique montrent que les inégalités sont un risque pour la démocratie.

Les solutions pour lutter contre l'abstention

L'abstention ne peut donc pas seulement être expliquée par un désintérêt des affaires publiques, car ces personnes ressentent de plus en plus de défiance envers les institutions et les dirigeants politiques. Elle dépend de nombreux paramètres, notamment si l'enjeu de l'élection est considéré comme important, ce qui peut motiver un retour de certains citoyens comme nous le voyons traditionnellement pour les élections présidentielles ou aux dernières élections législatives.

Pour certains, il faudrait rendre le vote obligatoire comme en Belgique, mais cela n'est pas forcément une mesure permettant une augmentation de l'implication dans la vie politique, il faut donc s'intéresser aux institutions et à l'implication citoyenne. C'est pour cela que de nombreuses collectivités

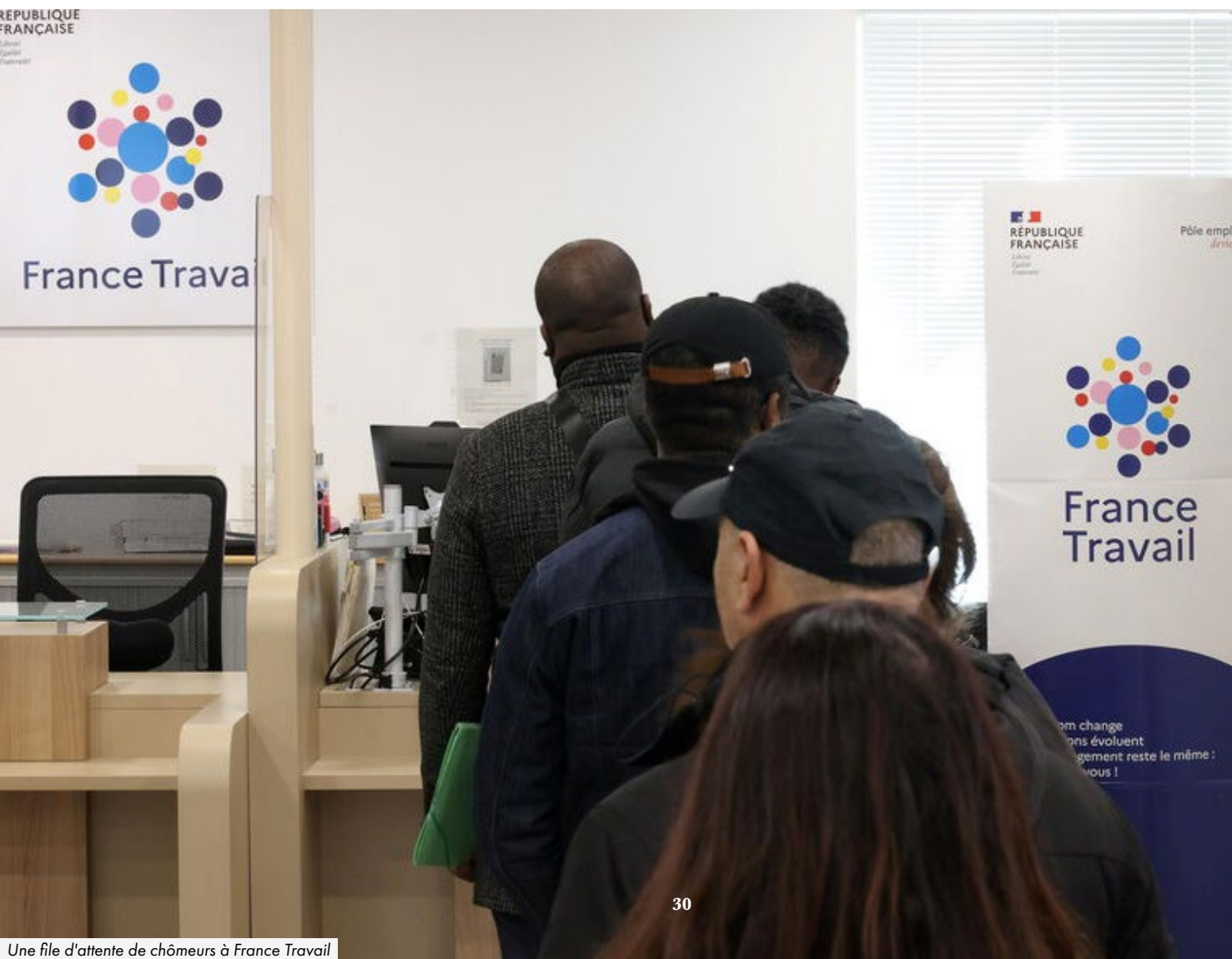
locales mettent en œuvre des mesures de « démocratie participative ». Mais il faut faire attention, car si cela repose sur le volontariat, le risque est que les citoyens proviennent des catégories les plus aisées et diplômées. Le tirage au sort peut être une voix intéressante pour permettre à des citoyens éloignés de se sentir pleinement intégrés à la vie publique et à la prise de décision politique, ce que fait le CESE (Conseil économique, social et environnemental) avec les conventions citoyennes sur l'écologie ou la fin de vie. De plus, le recours aux référendums pourrait être facilité et systématisé comme cela avait été le cas en 2005 sur le traité de constitution européenne, qui avait connu près de 70 % de participation. C'est également le cas

d'une meilleure prise en compte du vote blanc qui pourrait par exemple invalider l'élection s'il représente une majorité comme cela est déjà le cas au Pérou ; de la possibilité de révoquer les élus en cas de manquements particuliers ou encore du vote électronique comme l'Estonie a pu le généraliser à l'ensemble de ses élections.

Cependant, ce n'est pas seulement les moyens de vote qu'il faut changer pour améliorer l'implication citoyenne, mais également démocratiser l'accès en confirmant le non-cumul des mandats et en y ajoutant une limitation dans le temps afin d'éviter la monopolisation et la constitution de fiefs électoraux. ♦



LES INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES EN HAUSSE



Les discussions sur la Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) ont débuté le lundi 28 octobre dans un climat similaire à celles sur le budget. De nombreux amendements ont été déposés notamment par les députés du camp présidentiel qui sont dans l'incapacité de faire entendre une voix unitaire sur de nombreux votes. Ceci montre la difficulté de dégager une ligne directrice après 7 ans de macronisme, en particulier concernant l'économie, à l'exception de la politique de l'offre qui a été une constante depuis l'élection d'Emmanuel Macron et qui a eu pour conséquence une augmentation des inégalités de revenus, mais surtout de patrimoine.

La théorie du ruissellement

La politique de l'offre correspond à une amélioration des conditions et une baisse des coûts de production. L'objectif est d'améliorer la compétitivité de l'économie nationale, afin d'attirer les entreprises étrangères, d'augmenter les investissements de celles déjà présentes, d'avoir davantage d'exportations, de croissance économique et d'emplois. Certains de ces points se sont améliorés mais au prix d'un déficit budgétaire qui devient hors de contrôle, car de nombreux impôts ont été réduits en particulier sur les grandes entreprises et sur les ménages les plus riches comme la baisse de l'ISF (Impôt sur la Fortune), l'introduction de la *flat tax* ou encore la réduction de l'imposition sur les bénéfices. Dans le même temps, des aides publiques ont été versées aux entreprises notamment sur l'apprentissage ou la recherche.

L'idée est celle de la théorie du ruissellement (*trickle down theory* en anglais), l'enrichissement des plus riches doit leur permettre d'investir et de consommer davantage, afin d'augmenter la croissance et donc le niveau de vie de l'ensemble de la population. La richesse aurait comme l'eau, tendance à couler du haut vers le bas de la pyramide. De plus, cette croissance supplémentaire est supposée permettre une augmentation des rentrées fiscales et de pouvoir combler le déficit créé. Cette idée est popularisée par l'économiste Arthur Laffer qui aurait griffonné au dos d'une serviette lors d'un repas avec Ronald Reagan une courbe résumée par la célèbre formule « Trop d'impôts tue l'impôt ». Lorsqu'il fut élu président des États-Unis en 1980, il mit en place une politique de forte baisse des impôts sur les plus riches afin de les inciter à investir et à consommer davantage. Ce retour de la pensée libérale en terme de politique économique avait commencé lors de la victoire de Margaret Thatcher aux législatives britanniques de 1979. Ceci après des décennies de politiques keynésiennes (en référence à l'économiste John Maynard Keynes) qui défendaient l'idée d'une intervention forte de l'État dans l'économie à travers l'utilisation des politiques budgétaires et monétaires afin d'atteindre le plein-emploi.

Cependant, aucune étude ne vient sérieusement étayer cette idée du ruissellement. Les conséquences les plus importantes se trouvent dans la forte hausse des inégalités, alors

que celles-ci ont des effets négatifs à partir d'un certain niveau. Selon le FMI, lorsque la part des 20 % les plus aisés augmente de 1 %, le PIB progresse moins dans les années suivantes. À l'inverse, une augmentation de même importance (+1 %) de la part des revenus détenue par les 20 % les plus pauvres est associée à une croissance plus forte de 0,38 point. La réussite économique est donc plus importante quand les politiques économiques soutiennent les classes moyennes et populaires et réduisent ainsi les inégalités. L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a également montré que l'augmentation des inégalités entre 1985 et 2005 a réduit en moyenne la croissance de près de 4,7 points dans les pays développés.

La politique économique française

À l'inverse des autres pays, la France en 1981 a élu François Mitterrand qui met alors en œuvre une politique de relance keynésienne. Cependant, dans une économie de plus en plus ouverte sur la mondialisation, les relances effectuées par un seul pays ont plutôt tendance à soutenir l'économie de ses principaux partenaires commerciaux. D'autant plus que de nombreux pays développaient à l'époque des politiques de rigueur d'inspiration libérale. C'est pourquoi à partir de 1983, François Mitterrand met en place le tournant de la rigueur avec des politiques économiques libérales plus proches des positions défendues habituellement par la droite avec de nombreuses privatisations d'entreprises publiques et la baisse de certaines dépenses de l'État. Par la suite, les mandats de Présidents de droite, Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, ont accentué ces tendances avec la mise en œuvre de politiques libérales voire néolibérales, qui consistent à l'application dans les administrations publiques de mesures de gestion utilisées dans les entreprises privées. C'est ainsi la rentabilité qui est recherchée alors que par définition, une administration ne peut pas être rentable, car elle doit prendre en charge l'ensemble des citoyens quel que soit leur niveau de richesse. La vision néolibérale n'est pas forcément contradictoire avec une dépense publique relativement élevée.

En effet, l'intervention de l'État a conservé une part très importante dans l'économie française. En 2017, Emmanuel Macron s'était engagé à réduire le niveau des dépenses publiques. Depuis, les dépenses de l'État, de la Sécurité sociale et des collectivités locales ont continué à augmenter et elles représentent désormais 57,3 % du PIB en 2023 selon Eurostat. Le taux le plus élevé au monde devant la Finlande (55,6 %), l'Italie (55,2 %) et la Belgique (54,6 %). Ce niveau élevé s'explique principalement par le modèle social, la démographie vieillissante et le budget important consacré à la défense.

Depuis les années 1980, la France a ainsi connu une augmentation forte des inégalités, même si le mandat de François Hollande a permis d'inverser en partie cette tendance avec des inégalités moins fortes en particulier concernant une

baisse du taux de pauvreté.

Emmanuel Macron a remis en question ces avancées avec plusieurs lois emblématiques qui ont recommencé à faire augmenter les inégalités. Ainsi, la fortune des milliardaires a fortement augmenté en particulier depuis la crise sanitaire de 2020 par une réponse gouvernementale qui leur a été particulièrement favorable. D'après l'association Oxfam, les milliardaires français ont vu leur fortune croître de 86 % entre mars 2020 et octobre 2021 (+236 milliards d'euros), alors qu'elle avait déjà gagné 231 milliards d'euros entre 2009 et 2019. Dans le même temps, les budgets consacrés à l'aide sociale ou au fonctionnement des services publics ont été assez contraints. Ainsi, le nombre de personnes en situation de pauvreté (60 % du revenu médian, soit 1216 € par mois en 2022 selon l'INSEE) a augmenté depuis 2017 alors que les derniers chiffres concernent l'année 2022 avec 14,4 % de pauvres. La politique menée par Emmanuel Macron a donc eu un effet majeur sur la hausse des inégalités en particulier au plus haut de la distribution des revenus.

Des facteurs mondiaux

Cependant, les causes de l'augmentation des inégalités ne se limitent pas aux politiques menées, elles sont la conséquence de plusieurs mécanismes économiques. La globalisation financière et le progrès technologique ont engendré une augmentation de la part des revenus des 10 % les plus riches, désormais neuf fois plus importantes que celle détenue par les 10 % les plus pauvres dans le monde. La richesse mondiale est particulièrement concentrée avec près de la moitié qui est détenue par le pourcentage de la population la plus

riche. Les classes moyennes des pays riches ont le plus perdu surtout après la crise financière de 2008. Les revenus du travail ont tendance à se polariser vers les extrémités de l'échelle des revenus, avec les plus qualifiés et les moins qualifiés qui ont vu leurs revenus augmenter ou au moins se maintenir notamment grâce à l'existence du salaire minimum. La flexibilisation du marché du travail engendre également davantage d'inégalités avec un enrichissement des 10 % les plus aisés, car il réduit notamment le pouvoir de négociation des travailleurs pauvres et la place des syndicats dans des collectifs de travail davantage morcelés. A l'inverse les plus qualifiés ont pu bénéficier de la hausse de la taille du marché et capter davantage de revenus au niveau mondial, ainsi que « l'effet star » qui explique que les plus qualifiés mettent en concurrence davantage d'entreprises au niveau mondial et sont donc en capacité d'obtenir des rémunérations toujours plus importantes, ce que nous pouvons constater pour les PDG (Présidents-directeurs généraux) qui ont vu leurs rémunérations s'envoler depuis les années 1980.

Les plus aisés ont également bénéficié de la financiarisation de l'économie avec un pouvoir plus important des actionnaires sur les entreprises qui leur a donné la capacité d'augmenter fortement les dividendes. Ainsi, les prix des patrimoines financiers et immobiliers ont été orientés à la hausse, avec par exemple des prix qui ont été multipliés par 3 pour l'immobilier parisien depuis le début des années 2000. Ceci relance le débat sur l'imposition des successions qui est devenu faible en France pour celles en ligne directe (parents-enfants) avec les nombreuses exonérations qui peuvent se mettre en place tout au long de la vie. Ainsi, les héritages retrouvent une place centrale dans les inégalités de revenus, à l'inverse de l'après-guerre où les revenus du travail étaient dominants. ♦

Bernard Arnault, le français le plus riche et sa famille





Un car de ramassage scolaire à la campagne

LES INÉGALITÉS TERRITORIALES

Début septembre, une pétition lancée sur le réseau social Tiktok qui demandait la fin des cours l'après-midi en France, a recueilli plus de 200 000 signatures en moins d'un mois. Elle a fait tellement de bruit que la nouvelle ministre de l'Éducation nationale Anne Genetet a envisagé de recevoir le youtubeur à son origine. Au-delà du buzz provoqué, ceci montre la préoccupation importante des amplitudes horaires particulièrement fortes à l'École française par rapport à d'autres pays européens. En Allemagne, par exemple, les cours commencent entre 7H30 et 8H00 mais finissent généralement en début d'après-midi, alors que la Finlande commence sa journée scolaire à 8H30 pour terminer à 15H30. Dans ces systèmes les après-midis sont souvent réservés aux activités extrascolaires. Les résultats scolaires dans ces pays ne sont pas moins bons qu'en France si on se réfère à l'enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves), voire parfois bien meilleurs comme en Finlande.

Des services publics en recul

Le problème de l'amplitude horaire est particulièrement criant pour les élèves habitant dans les zones rurales qui représentaient en 2018 30% des 17,7 millions de jeunes de 3 à 24 ans selon l'Insee, soit 5,3 millions de personnes. Les jeunes ruraux se trouvent souvent scolarisés hors de leur commune dans le secondaire, c'est le cas des trois quarts des collégiens, mais aussi dès le primaire avec un tiers des écoliers. La distance parcourue pour rejoindre leur établissement augmente fortement à partir du lycée, en moyenne les écoliers parcourent 9,5 kilomètres, les collégiens 11 kilomètres et les lycéens 23

kilomètres. Ces derniers peuvent avoir plus d'une heure de transport matin et soir, avec un seul horaire de passage. Ils se retrouvent ainsi à subir des journées de plus de 12 heures, en y ajoutant les devoirs et les révisions. Les loisirs et le repos sont pratiquement impossibles en semaine. La seule solution peut être de recourir à un internat mais quitter le domicile familial à 15 ans peut être source de stress pour des adolescents.

Le manque de transport public engendre de nombreux problèmes dans les communes rurales les plus éloignées des grandes villes, surtout que les plus petites lignes ferroviaires et routières sont de plus en plus délaissées. Ce qui a une incidence sur les temps de transport qui augmentent pour accéder aux différents services, aux équipements culturels et sportifs, ainsi qu'aux professionnels de santé. Les annonces gouvernementales prévoient également de réduire le budget de La Poste de près de 50 millions d'euros, ce qui fait craindre aux syndicats de nouvelles fermetures de bureaux qui renforceraient ces difficultés.

La réduction des aspirations

Ces contraintes poussent certains élèves à limiter leur choix aux établissements de proximité, même si ceux-ci ne possèdent pas les spécialités recherchées à l'origine, voire même à renoncer à poursuivre leurs études pour éviter ces temps de trajets longs pour se rendre dans la grande ville proche. L'accès aux études supérieures est ainsi beaucoup plus difficile pour les habitants des zones rurales, même si de nombreux jeunes choisissent de partir. La part des jeunes vivant

dans une commune rurale augmente entre 3 et 13 ans, reste stable entre 14 et 17 ans, puis diminue à 18 ans. Plus les enfants sont jeunes, plus les parents recherchent des logements spacieux à la campagne, ce qui explique les mobilités vers le rural des enfants. Cela s'inverse à la fin de l'adolescence, car des jeunes se dirigent vers les zones urbaines, notamment pour poursuivre les études. A leur majorité, 20 % d'entre eux partent s'installer en ville.

Si la majorité des jeunes, restés vivre en milieu rural sont toujours inscrits dans un établissement scolaire, le niveau du diplôme obtenu sera moindre par rapport à ceux qui sont partis, s'ils arrivent au baccalauréat, celui-ci est généralement professionnel alors que les autres se sont dirigés vers les filières générales et technologiques. Un petit tiers s'arrête au niveau du brevet des collèges et un quart au CAP en étant généralement apprentis.

L'égalité des chances ne peut donc pas être respectée dans cette situation, d'autant plus que ces territoires possèdent en moyenne moins d'emplois qualifiés par rapport aux zones urbaines. Ce qui a une influence sur les conditions de vie des enfants qui vivent moins souvent dans des familles pauvres ou à l'inverse très aisées. En effet, les parents ont plus souvent un emploi généralement dans des métiers peu ou pas qualifiés. Les enfants ont une probabilité importante d'atteindre une position sociale semblable à celle de leurs parents en particulier s'ils souhaitent continuer à habiter dans un espace rural. Ainsi, ces personnes feront davantage le choix d'études courtes qui leur permettent de rester proches du domicile familial le temps des études, mais cela diminue la chance de trouver un travail qualifié.

Un champ d'investigations sociologiques

Plusieurs travaux s'intéressent à cette population qui a fait le choix plus ou moins contraint de continuer à habiter dans des territoires ruraux. L'ouvrage le plus emblématique, *Les gars du coin* (2005), a été écrit par Nicolas Renahy qui a mené une enquête pendant dix ans dans un village de Bourgogne.

Dans les générations précédentes, le tissu économique était dominé par des entreprises qui fonctionnaient selon le principe du paternalisme industriel avec un apprentissage puis un contrat de longue durée, des logements ouvriers, des associations ou encore des clubs sportifs. A l'inverse, les jeunes de son enquête peinent à trouver leur place dans un contexte plus incertain et précaire. Restés au village avec un risque élevé de chômage ou d'une succession de contrats courts, ils doivent renoncer au modèle familial traditionnel mis en avant par leurs parents avec souvent un accès à la propriété et parfois une famille nombreuse. Ils tentent alors de se replier sur les ressources locales que leur offre le seul fait d'être *du coin* avec l'idée d'un « capital d'autochtonie » qui leur apporte une reconnaissance sociale, ainsi qu'un soutien matériel et psychologique.

Plus récemment, Yaëlle Amsellem-Mainguy a repris cette idée en s'intéressant cette fois-ci aux parcours féminins avec *Les filles du coin* (2023). La plupart était originaire de milieux populaires et travaillait souvent dans des emplois peu qualifiés alors que leur formation leur permettrait souvent de prétendre à des postes plus élevés, d'autant que les filles ont en moyenne aujourd'hui de meilleurs parcours scolaires que les garçons à milieu social équivalent. Les filles du coin suivies pendant l'enquête lui ont raconté leur vie quotidienne, ainsi que leurs relations familiales, amoureuses et amicales. Elles ont confié le poids de la réputation et de la respectabilité qui pèse plus fort sur elles, la nécessité d'avoir un réseau de connaissances, de savoir s'adapter face à l'éloignement des grandes villes et à la disparition des services de proximité. Elles se posent également la question du départ, ainsi que des conséquences notamment en termes de perte de l'accès aux ressources de leur réseau social de connaissances.

Enfin, c'est également le cas de Benoît Coquard avec l'ouvrage, *Ceux qui restent* (2019). Il mène une enquête de plusieurs années dans l'est de la France et il s'intéresse aux personnes qui ne partent pas faire des études ou trouver un emploi plus qualifié dans les grandes villes. Ce sont souvent ceux qui possèdent le moins de ressources notamment culturelles et scolaires qui restent. Cependant, ils tiennent à ce mode de vie rural et populaire dans lequel tout le monde se connaît et où ils sont socialement reconnus. Pour eux, la bonne réputation est centrale pour conserver leur place au sein des cercles sociaux. Son enquête permet également de montrer les conséquences de la disparition des services publics, des usines, des associations et des cafés. Malgré le chômage qui sévit, des consciences collectives persistent, mais sous des formes fragilisées et conflictuelles. Ces changements participent également à rendre compte des comportements électoraux, notamment la forte abstention et l'augmentation du vote contestataire d'extrême droite. ♦

L'entrée d'un établissement scolaire





Une retraitée à son domicile

LA SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLE

Le budget initial du gouvernement a proposé de repousser la revalorisation des retraites de 6 mois afin d'économiser près de 4 milliards d'euros. Cette proposition a choqué, car beaucoup pensent que la retraite est un moment de la vie particulièrement difficile financièrement. Néanmoins, aujourd'hui, ce constat est moins vrai. S'il reste toujours 10,6 % des 65-74 ans en situation de pauvreté (contre 14,4 % pour l'ensemble de la population). Ce taux a très fortement baissé ces dernières décennies avec l'arrivée des générations du baby-boom (naissance entre 1946 et 1964) à la retraite, car celles-ci ont bénéficié de carrières plus complètes et rémunératrices que celles précédentes, ce qui leur a permis de se constituer une part importante du patrimoine des ménages.

La solidarité entre actifs et retraités

Ce niveau relativement élevé des pensions de retraite doit être financé par les actifs actuels qui sont de moins en moins nombreux par rapport aux retraités (1,7 actif par retraité en France en 2021 selon l'Insee). C'est pourquoi le gouvernement a fait passer l'année dernière une réforme afin de repousser l'âge de départ à 64 ans si les 43 annuités de cotisation sont validées et 67 ans dans le cas inverse. Cette réforme avait engendré un mouvement social particulièrement fort et soutenu par une majorité très forte de la population, le seul groupe social favorable étant celui des actuels retraités. Cette tendance à repousser l'âge de départ est commune aux autres

pays développés, liée à l'augmentation de l'espérance de vie et le vieillissement consécutif de la population. Néanmoins, le système français est caractérisé par une durée particulièrement longue et par des taux élevés de cotisations. C'est pourquoi le déficit n'était en réalité pas si important et pouvait être résorbé en trouvant d'autres sources de financement comme la baisse des allègements de cotisations consentie aux entreprises notamment pour les salaires les plus bas.

La solidarité va ainsi des actifs vers les retraités, mais de plus en plus de retraités soutiennent leurs enfants et petits-enfants avec des aides en nature comme la garde d'enfants ou la fourniture de repas, mais également des dons d'argent. Ainsi, les personnes de plus de 50 ans versent plus d'aides qu'ils n'en reçoivent, généralement aux étudiants ou aux jeunes actifs, pour près de 15 milliards d'euros en 2017 d'après l'INSEE. Selon une étude de l'EGPE (École des grands-parents européens), les parents sont 54 % à avoir reçu une aide financière de la part des grands-parents. Cependant, ce retour de l'héritage et des donations pose la question de la reproduction des inégalités avec de nouveaux héritiers qui reposent moins sur le capital culturel mais davantage sur celui économique. Nous pouvons l'observer dans le développement des formations supérieures privées qui demandent un investissement familial très important et qui n'est donc pas accessible à tous les milieux sociaux en particulier avec les mutations de l'Etat-providence.

L'État-providence français

L'État-providence apparaît à la fin du XIXe siècle, il consiste à faire intervenir l'État dans les domaines économiques et sociaux. Le plus ancien système est celui mis en place en Allemagne par le chancelier Otto von Bismarck avec une protection sociale contre les risques maladie (1883), les accidents du travail (1884), la vieillesse et l'invalidité (1889). Il est fondé sur une cotisation obligatoire liée au travail avec une participation financière des travailleurs qui participent à une caisse commune proportionnellement à leurs salaires et gérée de manière paritaire entre travailleurs et employeurs.

La deuxième forme de protection sociale a été réalisée en 1942, à la demande du gouvernement britannique par William Beveridge qui a rédigé un rapport sur le système d'assurance maladie. Il le fonde sur plusieurs principes, qui deviendront les caractéristiques du système « *beveridgien* » : l'universalité de la protection sociale par la couverture de l'ensemble de la population et de tous les risques, l'uniformité des prestations fondée sur les besoins des individus, la gestion par l'État et le financement par l'impôt.

La sécurité sociale française se distingue en intégrant des éléments des deux modèles. A l'origine, elle s'est construite sur le modèle *bismarckien* en fondant sa protection sur le travail et des cotisations. Cependant, les changements opérés dans l'emploi avec l'augmentation de la précarité et du

chômage ont amené les pouvoirs publics à emprunter de plus en plus d'éléments en provenance du système *beveridgien* avec la création du RMI (Revenu minimum d'insertion, devenu depuis RSA, Revenu de solidarité active) ou encore la CMU (Couverture maladie universelle) devenue Puma (Protection universelle maladie) pour éviter que des citoyens se retrouvent sans protection. Concernant les retraites, un minimum vieillesse ASPA (Allocation de solidarité aux personnes âgées) a été introduit afin de réduire le taux de pauvreté chez les retraités, il s'élève aujourd'hui à 1012€.

Par la suite, un économiste danois Gøsta Esping-Andersen a présenté une typologie des différents modèles d'Etat-providence qui lui permet d'en distinguer trois types. Tout d'abord le modèle universaliste qui se caractérise par un niveau élevé de protection sociale en couvrant la totalité de la population indépendamment de la situation professionnelle ou familiale des individus, une offre importante de services publics, un financement qui se fait par l'imposition de toute la population et une recherche de l'égalité entre les citoyens. Les pays ayant adopté ce modèle sont principalement situés en Europe du Nord comme le Danemark ou la Finlande.

Puis le modèle libéral qui se caractérise par un accès à la protection sociale à titre individuel avec des prestations privées, une protection sociale collective faible se centrant sur les plus pauvres et financée par l'impôt, une volonté de ne pas entraver le fonctionnement du marché et de limiter l'intervention étatique comme par exemple aux États-Unis.

Enfin le modèle corporatiste qui est une protection sociale axée sur le travail salarié et déclenché en cas de perte de revenus, avec un financement fondé sur les cotisations sociales et un soutien fort de la structure familiale. Celui-ci est centré sur le modèle économique du salarié masculin qui apporte les ressources au foyer et qui dispose de droits à la protection sociale grâce à sa contribution. C'est le cas de la France comme nous pouvons le voir par exemple avec les bourses étudiantes qui sont calculées sur les revenus familiaux quelle que soit la situation individuelle de l'étudiant. Dans le cas où les revenus sont supérieurs au seuil, les seules sources de revenus reposent sur la solidarité familiale ou sur le travail étudiant, alors que celui-ci réduit la probabilité d'obtenir son diplôme à cause de la perte de certains cours et d'un manque de temps pour les révisions.

Une solidarité remise en cause

En 1981, Pierre Rosanvallon constate une triple crise de l'État-providence dans son ouvrage *La crise de l'État-providence*. Elle se caractérise par une crise financière avec la fin de la forte croissance des Trente Glorieuses (1945-1973) qui remet en cause le mode de financement de la Sécurité sociale en renchérissant le coût du travail, alors que dans le même temps, la prise en charge sociale et économique des victimes

de la récession accroît les dépenses. C'est également une crise d'efficacité car l'État ne parvient pas à régler le problème du chômage et de la précarité. Enfin une crise de légitimité car l'opacité présumée des dépenses publiques suscite des questions quant à l'utilisation des recettes de la solidarité nationale. Par ailleurs, les mesures engagées sont moins perçues comme des avantages pour les individus que comme un frein à l'activité économique.

Afin d'y répondre, plusieurs mesures ont été mises en œuvre depuis les années 1980 pour maîtriser les dépenses avec une réduction du niveau des prestations. Par exemple, la baisse du remboursement de certains médicaments, un durcissement des critères d'éligibilité ou encore une hausse du nombre de trimestres cotisés pour bénéficier d'une retraite à taux plein. L'État a également baissé le coût du travail pour les entreprises en transférant des cotisations vers les impôts avec la création de la Contribution sociale généralisée (CSG) en 1990

ou en exonérant les salaires les plus bas de cotisations. Les prestations sociales se centrent davantage sur les populations les plus pauvres notamment avec le RSA. Ce sont de nouveau les principales pistes annoncées par le gouvernement lors du PLFSS afin de réduire le déficit de la « Sécu ».

Certains députés ont également proposé de développer la retraite par capitalisation en remplacement de la retraite par répartition aujourd'hui en place en France afin de réduire les besoins de financement. Cependant, ce changement pourrait engendrer plusieurs risques avec la non-protection de la partie la plus pauvre de la population qui n'aurait pas forcément les moyens de financer sa propre retraite ou encore des problèmes également du prix des actifs financiers et immobiliers si la population active diminue au fur et à mesure de la baisse des taux de natalité. Le problème est donc entier et nécessite de réaliser des choix politiques afin d'assurer la continuité de la solidarité intergénérationnelle. ♦



La grande distribution, un des principaux secteurs d'emplois étudiants

- Philippe Perrot, *Le corps féminin (XVIIIe-XIXe) Le travail des apparences*, 1991.

- Camille Froidevaux-Metterie, *Un corps à soi*, 2021.



***Le corps féminin
(XVIIIe-XIXe)
Le travail des
apparences***

**Philippe Perrot,
Paris, Seuil, 1991.**

Fiche réalisée par G. BRETELOUX-
RANDRIANARISOA

CONTEXTE ET AUTEUR

« Produit social, produit culturel, produit historique, porteur et producteur de signes, le corps n'a jamais cessé de changer de sens en changeant d'apparence ». Cette citation tirée de la conclusion de l'ouvrage de Philippe Perrot résume à la perfection le projet intellectuel et savant de cet historien spécialiste de la mode. Chargé de recherche à l'université de Genève, l'ensemble de ses publications s'intéresse à l'évolution de l'apparence à travers l'histoire du vêtement, en particulier dans les classes bourgeoises. Or, le vêtement est là pour parer le corps, le cacher ou au contraire le mettre en valeur. Il lui donne une apparence, une image qui permet à l'individu d'être reconnu, de s'intégrer ou d'affirmer son appartenance. En effet, pour Philippe Perrot, l'apparence donne du sens au corps.

Cette thèse s'épanouit à partir des années 1980 dans un contexte historiographique propice qui voit l'histoire des mentalités, champ d'étude né dans les années 1930 autour de grands historiens que sont Lucien Febvre et Marc Bloch et représenté surtout par le médiéviste Jacques Le Goff, se transformer sous l'impulsion de nouvelles approches que sont l'histoire des représentations et l'histoire des sensibilités. Ces angles d'étude du passé s'intéressent à l'individu et à ce qui le construit (croyances, imaginaires, visions du monde etc...) mais cherchent toujours à l'intégrer dans une analyse plus large des comportements sociaux d'un groupe. A la fin des années

1980, c'est l'historien Alain Corbin qui porte cette nouvelle historiographie à partir de ses recherches sur l'histoire des sens où il laisse une place non négligeable aux images et aux gestes. En ce sens, il est considéré comme un pionnier dans l'histoire du corps et de ses représentations inspirant d'autres chercheurs comme Georges Vigarello. C'est d'ailleurs Alain Corbin qui écrit en 1986 une recension assez élogieuse du *Corps féminin* de

Philippe Perrot
Le corps féminin
*Le travail des apparences
XVIII^e-XIX^e siècle*



Philippe Perrot et affirme que « le livre mérite de figurer sur la liste des plus brillants travaux consacrés récemment à l'histoire de la culture somatique et de la psychologie sociale. » L'ouvrage s'inscrit donc bien dans cette tradition historiographique.

RÉSUMÉ DE L'OUVRAGE

Le *corps féminin* n'est pas un livre universitaire classique dont les premiers destinataires seraient les étudiants en histoire culturelle. Il s'agit plutôt ici d'un essai comme en témoigne le style d'écriture assez libre de l'auteur. L'ouvrage peut ainsi paraître difficile lors de la lecture des premières lignes : Philippe Perrot appuie son propos en citant abondamment des archives, des écrits de contemporains et des travaux universitaires. Il est nécessaire de faire des aller-retours dans le système de notes. Cependant, les questionnements posés à chaque début de chapitre et l'importance donnée à la « petite histoire » permet de bien comprendre le point de vue de l'historien et de le suivre dans son cheminement intellectuel.

UN ESSAI HISTORIQUE

Composé de sept chapitres, l'essai avance chronologiquement entre les bornes chronologiques annoncées dans le titre de l'ouvrage. Le XVIII^e siècle est la première borne chronologique : pour Philippe Perrot un tournant s'amorce avec la domination progressive de la mode sur les pratiques traditionnelles de la cour. Dans le premier chapitre, après un retour sur la cour de Louis XIV et son étiquette qui fait immédiatement référence aux travaux de sociologie historique de Norbert Elias, l'auteur souligne qu'à partir du XVIII^e siècle, deux tendances se dessinent. L'aristocratie et la noblesse ne jouissent plus de la même aura et l'étiquette de la cour qui ne permet pas de se singulariser semble sclérosante. Ainsi, cette noblesse cherche à intensifier ses atours, à les rendre plus dramatiques voire à accentuer l'usage de fards, de parfums, de ce que Philippe Perrot appelle les « masques » (Chapitre II). Face à cette apparence, la bourgeoisie montante fait selon lui le choix de la simplicité et d'une silhouette qui se veut « naturel » dans le sens des Lumières (Chapitre VI). Cette étiquette bourgeoise semble être celle qui s'impose au XIX^e siècle et impose même un conformisme que l'auteur désigne par les expressions « respectabilité pétrifiée » ou d'« honorabilité guindée ». Cependant, la rupture entre les deux classes sociales semble n'être que superficielle car les deux tendances sont guidées par le même questionnement : qu'est-ce que donne à voir l'apparence ? Que cache-t-on derrière le vêtement, le chapeau, le voilage, le parfum ou le vernis ? Ainsi de belles pages sont consacrées à la question de la saleté, de la crasse (chapitre V) et par évolution de l'eau et du bain (chapitres I et V). Tout comme, la présentation de l'évolution du rapport des individus à l'odeur, signe du corps, montre combien les normes de ce qui est sale ou propre change avec les valeurs sociales.

UN ESSAI SUR LE CORPS DES FEMMES

Philippe Perrot inscrit son travail sur l'apparence du corps en se concentrant sur les femmes. Ce choix est justifié dès les premières lignes de l'introduction : « de notre musée imaginaire, il faudrait arpenter la galerie des corps féminins ; leurs métamorphoses sont singulières ». Les transformations du corps féminin sont pour lui les témoins des bouleversements sociaux et culturels des sociétés. Ainsi, dans l'essai il ne s'agit pas de revenir longuement sur de grandes figures féminines mais plutôt de scruter la silhouette, les vêtements, le maquillage et les pratiques d'hygiène des femmes du XVIII^e et du XIX^e siècle comme autant de témoignages et d'entrées dans des sociétés qui sont en train de redéfinir la place du corps. Il est alors proposé au lecteur de revenir sur l'opposition pudeur / désir, corps dévoilé / corps caché et les pages sur la mode féminine sont fort intéressantes pour comprendre toute la complexité des normes sociales. L'étude de la silhouette sablier des femmes portant le corset dans le dernier chapitre intitulé « Le corps immolé » est un exemple d'histoire des représentations. L'objectif du corset est de contrer le corps de la femme, un corps de désir qui ne correspond pas au conformisme du XIX^e siècle. Dans le même temps, la silhouette qui se dessine par la taille fine puis la courbure de la hanche correspond aux critères de beauté et attire l'œil. Ainsi, à travers cet outil esthétique mais aussi moral qu'est le corset, Philippe Perrot dresse toutes les fonctions de la femme dans la société patriarcale du XIX^e siècle : mère, épouse mais aussi gardienne de la moralité tout autant qu'elle peut être séductrice, envoûtante voire tentatrice.

UN ESSAI SUR LE LIEN ENTRE LE CORPS ET LES COMPORTEMENTS SOCIAUX

Le *corps féminin* interroge les habitudes et les usages sociaux au prisme des transformations anatomiques, esthétiques mais aussi mondaines. Et c'est en ce sens que l'on peut comprendre le sous-titre de l'ouvrage : *le travail des apparences*. En effet, l'image que donne à voir le corps des femmes parées de leur vêtement posé au-dessus du corset ou le soin porté à la coiffure ou à la cosmétique est le résultat d'un effort, de contraintes hygiéniques et même sportives qui sont imposés par la société. L'apparence est un construit qui permet d'identifier, de se reconnaître ou d'affirmer son appartenance à une classe ou un milieu. Le corps tel qu'il est, c'est-à-dire nu doit être façonné, sculpté voire transformé si on retient l'évocation en conclusion à la chirurgie esthétique. Et si l'opposition présentée dans l'essai entre une aristocratie fantasque dépassée par une bourgeoisie romantique et plus rigoriste est aujourd'hui quelque peu dépassée (les femmes de la noblesse sont en réalité souvent à l'origine des modes et des tendances au XIX^e siècle), l'ouvrage donne des outils pour réfléchir aujourd'hui à la place de l'apparence du corps féminin dans nos sociétés. Et Philippe Perrot de citer en conclusion la phrase de Jean Baudrillard dans *La Société du spectacle* (1970) : « Le plu bel objet de consommation : le corps ».

Un corps à soi

Camille Froidevaux-Metterie
(2021)

Fiche lecture réalisée par Louis ROSSIGNOL

L'AUTRICE

Camille Froidevaux-Metterie est philosophe et professeure des Universités en Science Politique à l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Elle a consacré de nombreux travaux à la question du corps, envisagé dans une perspective féministe. Son dernier ouvrage, publié en 2023, s'intitule *Un si gros ventre. Expériences vécues du corps enceint*. Parmi ses autres ouvrages, on pourra également citer *La révolution du féminin* (2015) ou encore *Seins. En quête d'une libération* (2020).

L'OUVRAGE

L'introduction indique une idée essentielle qui irrigue l'ensemble de l'ouvrage : être une femme induit des expériences profondément corporelles. Elle écrit ainsi : « les femmes sont des individus phénoménologiques par excellence, c'est-à-dire des individus pour lesquels toute relation et toute signification sont toujours simultanément et indissolument subjectives et corporelles ». Pour l'expliquer, l'autrice rappelle que les femmes ont longtemps été réduites à des corps, enfermées dans un destin sexuel et maternel. Elle s'efforce d'éviter l'erreur d'essentialiser la condition féminine en la réduisant à la biologie. En effet, cette condition corporelle féminine est profondément liée au regard social porté sur elles. Ainsi, les femmes trans vivent également cette expérience quotidienne du corps féminin : « Elles éprouvent rigoureusement les mêmes discriminations et agressions liées à leur corps féminin que les femmes cisgenres ».

PREMIÈRE PARTIE : LE CORPS DES FEMMES ET LE FÉMINISME, UNE HISTOIRE À ÉCLIPSES

La première partie de l'ouvrage s'attache à revenir sur la place du corps dans l'histoire de la pensée féministe. Dans les années 1970, place importante du corps, aussi bien dans la pensée que dans les combats féministes. Cette deuxième vague du féminisme souligne la place du corps dans le patriarcat : exploitation du corps des femmes dans la sphère privée, violence sexuelle, etc. La lutte pour la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse place également le corps

Camille
Froidevaux-Metterie

UN CORPS À SOI



au cœur des combats. Dans les années 1980, les combats s'orientent dans la sphère professionnelle et le corps semble être moins présent : « dans ce contexte où il s'agit de faire en sorte que les femmes deviennent des hommes comme les autres, les thèmes et combats corporels s'évanouissent complètement ». La troisième vague du féminisme, qui s'amorce dans les années 1990 est notamment marqué par le concept de « genre », développé par la philosophe Judith Butler. Cette approche vise à déconstruire la binarité (la réduction de l'espèce humaine à deux sexe) et l'ordre hétérosexuel. Dans toute cette histoire du féminisme, le corps a finalement souvent été relégué ou perçu de façon négative, c'est-à-dire à travers la question de l'aliénation et de l'exploitation. De ce fait, Camille Froidevaux-Metterie considère que « des pans entiers de la vie des femmes qui ont été déconsidérées pour leur trop grande proximité avec les présupposés patriarcaux, privés surtout d'un traitement féministe autre que négatif ».

Dans cette première partie, la chercheuse s'attarde sur la pensée de deux philosophes qui constituent selon elle le socle de ce que doit être une réflexion féministe sur la corporéité féminine. Il s'agit tout d'abord de Simone de Beauvoir. Elle

relève dans la pensée beauvoirienne cette dénonciation de l'aliénation des femmes à travers l'exploitation de leur corps. Cependant, face à cette aliénation, la philosophe ouvre la voie à une « libération » de la femme qui n'est pas pour autant désincarnée. Autrement dit, un destin libéré de l'assignation maternelle ne fera pas disparaître le corps des femmes et l'on peut penser positivement cette corporéité : *« réclamer pour les femmes le pouvoir de contrôler leur nature procréatrice, c'était rendre possible la fin de l'esclavage maternel et de la soumission sexuelle tant décriés par Beauvoir. C'était aussi ouvrir la perspective d'une sexualité enfin épanouissante et gratifiante parce que débarrassée de l'angoisse de la grossesse. »*. Cependant, ce dernier aspect de la pensée beauvoirienne a été largement oublié dans la pensée féministe qui a suivi.

Camille Froidevaux-Metterie met par ailleurs en lumière l'importance de « découvrir Iris Marion Young », une philosophe féministe américaine qui s'inscrit dans la lignée intellectuelle de Simone de Beauvoir. Elle embrasse la perspective de Young, qui consiste à envisager l'expérience vécue des femmes dans un monde façonné par des structures limitant leurs possibilités d'action. Le genre est une expérience commune pour les femmes, bien qu'elles subissent une subordination selon la place de chacune dans les divers facteurs d'oppression, tels que la race, la classe sociale, etc. Cette analyse se concentre sur la « condition incarnée », c'est-à-dire à l'expérience vécue, corporellement. Toutefois, *« parce que les conditions sociales de l'expérience vécue du corps féminin diffèrent grandement d'une femme à l'autre »*, il est essentiel de se préserver de généralisations hâtives. En ce sens, il est intéressant de mettre en évidence sa propre subjectivité. Cela passe notamment par le fait de parler à la première personne. À ce titre, la suite de l'ouvrage offre des passages où Camille Froidevaux-Metterie n'hésite pas à confier des aspects de sa vie pour faire écho à des propos plus généraux sur les femmes.

DEUXIÈME PARTIE : DÉJOUER LE DRAME FÉMININ ET SE RÉAPPROPRIER NOS CORPS

La deuxième partie de l'ouvrage s'attache à repérer les moments décisifs qui *« rythment la vie des femmes, ces processus corporels qui produisent des bouleversements intimes, génèrent simultanément des changements dans les représentations sociales et font naître des revendications politiques en termes de droits »*. Elle cherche simultanément à identifier les conditions dans lesquelles le corps féminin se voit être objectivé et à explorer des pistes pour faire du corps féminin non plus un « corps-objet » mais un « corps sujet ». La deuxième partie

est ainsi structurée autour de sept chapitres qui sont autant de situations vécues par les femmes. Dans le « corps empêtré », la philosophe revient d'abord sur la socialisation genrée et la construction d'identités et de rôles « masculins » et « féminins » qui se font à la défaveur des femmes. À titre d'exemple, le corps féminin dans le sport est souvent relégué médiatiquement voire stigmatisé lorsqu'il devient athlétique et musculeux. L'enjeu est ainsi de déconstruire le stéréotype d'un corps « faible, passif et vulnérable ». Le deuxième chapitre évoque une idée essentielle dans le développement de l'ouvrage, le « corps objectivé ». Elle s'intéresse ainsi à cet instant où le corps des femmes devient « sexué » et « sexuel ». C'est durant l'adolescence que le corps en devenant sexué devient sexualisé, ce qui conditionne ainsi des expériences sociales telles que les agressions physiques. Le chapitre présente également de longs développements sur le regard social posé sur les menstruations et sur la honte et la dissimulation imposées aux jeunes filles. Là encore, des perspectives émancipatrices sont ouvertes par la chercheuse qui présente des manières de voir positivement cette expérience. Cela peut par exemple être l'occasion de « méditer » sur le passage du temps. Dans les chapitres suivants, elle revient également sur les expériences sexuelles, la construction d'un « corps à disposition » pour les hommes mais aussi le conditionnement du désir dans notre société. Elle montre à ce propos les évolutions récentes du féminisme qui pointent conjointement la persistance de situations d'oppression et qui revendique une nouvelle égalité sexuelle en engageant une réflexion sur le plaisir féminin. Dans « le corps procréateur », elle revient sur ce « destin maternel » dans lequel les femmes ont longtemps été enfermées. Aujourd'hui encore, des normes très puissantes s'exercent sur le corps des femmes qui doivent souvent s'enfermer dans un silence imposé par la société ou plus spécifiquement le corps médical (le silence sur les douleurs, le silence lors d'une fausse-couche, le silence sur l'état émotionnel après l'accouchement, etc.). Elle montre également la difficulté pour s'éloigner du modèle qui veut voir dans la maternité une forme d'accomplissement. Le dernier chapitre, intitulé « le corps sous les regards », s'intéresse au regard que les femmes portent sur leur corps, leur rapport à la beauté qui dépend d'injonctions sociales particulièrement fortes. Elle insiste cependant sur la nécessité de découvrir le plaisir d'être soi à tous les âges.

En définitive, l'ouvrage *Un corps à soi* se révèle être particulièrement dense – et cette fiche n'offre qu'un court aperçu des problématiques étudiées – et complet dans la perspective de la préparation du concours, en offrant à la fois un regard sur l'histoire de la pensée féministe et une réflexion sur les conditions corporelles des femmes aujourd'hui.



